



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

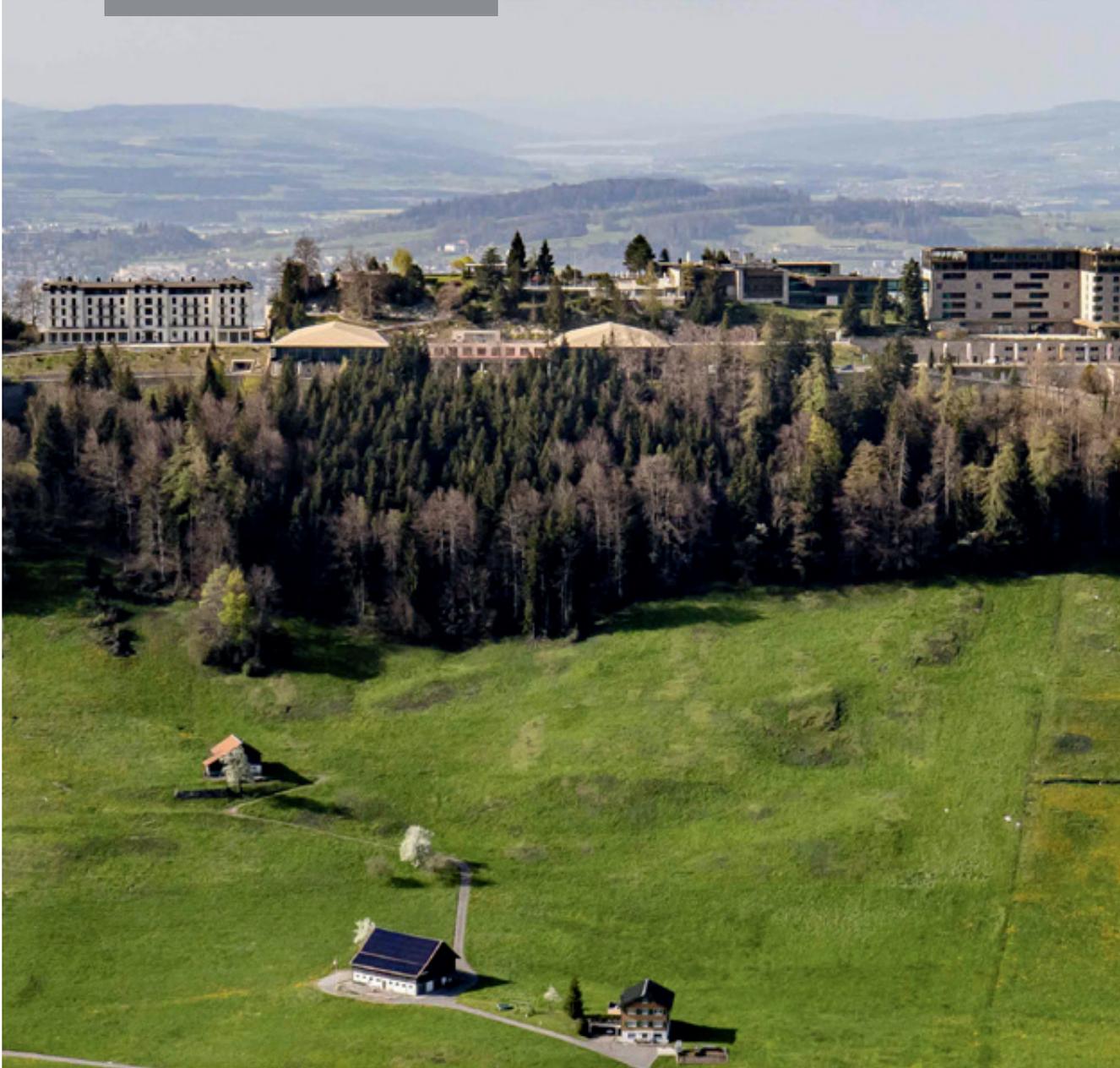
Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE



LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

DES BASES DE DÉCISION POUR AUJOURD'HUI ET DEMAIN	5	
LE RAPPORT EN BREF	9	
ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE	15	
TERRORISME DJIHADISTE ET ETHNO-NATIONALISTE	37	
EXTRÉMISME VIOLENT	47	
PROLIFÉRATION	53	
ESPIONNAGE	59	
MENACE PESANT SUR LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES	67	
CHIFFRES ET ÉLÉMENTS CLÉS 2023	73	
<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	<i>84</i>	



DES BASES DE DÉCISION POUR AUJOURD'HUI ET DEMAIN



La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine en février 2022 a marqué un tournant majeur dans notre époque. Partout sur la planète, les tensions augmentent et les conflits se ravivent. S'y ajoute la récente aggravation de la situation au Proche-Orient après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. La Suisse est elle aussi directement touchée par ces développements. Sur le plan de la politique de sécurité, son environnement est devenu plus imprévisible, plus instable et plus dangereux.

Ces nouvelles menaces, notre pays doit en tenir compte. En Suisse, la politique de sécurité est une tâche commune. En sa qualité d'autorité fédérale, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) y apporte une contribution essentielle. L'une de ses tâches consiste à délivrer des informations et des appréciations au Réseau national de sécurité. Elles servent de base de décision et contribuent à la protection d'intérêts nationaux prépondérants.

L'effort nécessaire pour préserver la sécurité dépasse toutefois largement le cadre des autorités. Dans un pays démocratique tel que la Suisse, les citoyennes et citoyens doivent eux aussi être impliqués dans la politique de sécurité, surtout à une époque où les sociétés ouvertes telles que la nôtre sont de plus en plus exposées à des activités d'influence hostiles comme la désinformation et les "fake news".

Récemment publié, le rapport de la commission d'étude sur la politique de sécurité, que j'ai commandité, recommande de ren-

forcer la résilience de la population et de la sensibiliser à la menace en s'appuyant sur des analyses simples et compréhensibles. Le SRC publie une telle analyse chaque année depuis 2010. C'est le cas cette année également, avec son rapport « La Sécurité de la Suisse ».

Le rapport est le résultat du travail prospectif et préventif du SRC. Dans le cadre de la stratégie du DDPS, ce dernier fournit une contribution essentielle à la détection précoce. Grâce à des mesures opérationnelles ciblées, il aide à prévenir les menaces à un stade avancé et à minimiser leurs conséquences. La révision de la loi sur le renseignement doit encore renforcer le SRC dans ce rôle.

Le rapport « La Sécurité de la Suisse » du SRC expose les développements actuels : l'ordre international, qui revêt une grande importance pour une Suisse globalement interconnectée, est affaibli. La force menaçante de primer le droit et le seuil d'inhibition pour le recours à la violence militaire a considérablement baissé. La guerre de la Russie contre l'Ukraine et la montée en puissance de forces autoritaires au niveau international menacent l'ordre fondé sur des règles ainsi que le monde libéral et démocratique des États qui se réclament du droit, des droits de l'homme et des principes du droit international. La Russie et d'autres acteurs étatiques ne mènent pas seulement une guerre contre l'Ukraine mais un conflit hybride contre les États occidentaux. Celui-ci nous concerne directement, sous la forme d'activités d'espionnage, de prolifération et d'influence. La Suisse ressent aussi les conséquences de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, en raison de l'accentuation de la menace terroriste déjà élevée et de l'escalade de la situation au Proche-Orient, qui affecte également nos voies d'approvisionnement.

Chères citoyennes et chers citoyens, la lecture des pages qui suivent n'est certes pas réjouissante, mais je ne saurais que trop vous la recommander !



Viola Amherd, présidente de la Confédération
*Département de la défense, de la protection
de la population et des sports DDPS*



LE RAPPORT EN BREF



Nous nous trouvons dans une période de transition dangereuse et instable qui amènera un réordonnement des relations de pouvoir à l'échelle planétaire. La durée de cette période est indéterminée. Au regard de la politique de sécurité, l'environnement de la Suisse continue de se dégrader d'année en année. Notre pays est devenu considérablement moins sûr qu'il y a quelques années encore en raison de la forte polarisation du contexte dans lequel il évolue, fait de crises multiples et de conflits armés en Europe comme à la périphérie de l'Europe. L'Europe précisément se trouve dans une situation qui la met au défi : en matière de politique de sécurité, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine jette une lumière crue sur la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis.

La Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord forment un regroupement d'autocraties eurasiatiques qui coopèrent désormais plus étroitement, sur le plan militaire également, avec les conséquences que cela implique pour les guerres et les crises régionales. Mus par une volonté de restreindre l'influence des États-Unis, ces États luttent contre les conceptions occidentales de l'ordre mondial. Ils cherchent à modifier le statu quo dans leur région respective et à établir leurs propres sphères d'influence. La Chine vise pour sa part à devenir une puissance mondiale d'ici le milieu du siècle. La collaboration militaire plus étroite entre ces autocraties est l'un des schémas stratégiques les plus préoccupants parmi ceux qui se dessinent actuellement. Dans les mois à venir, cinq crises et conflits mettront particulièrement au défi les États occidentaux. Par ailleurs, la puissance occidentale dominante que sont les États-Unis sera absorbée sur le plan intérieur par l'élection présidentielle 2024 et la mise en place d'une nouvelle administration.

- **La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine** s'est transformée en guerre d'usure sans fin prévisible. La Russie

reste fermement déterminée à poursuivre la guerre et son potentiel militaire va aller en augmentant dans les mois à venir. À l'inverse, il est devenu politiquement plus difficile aux États-Unis de même qu'en Europe de maintenir l'aide à l'Ukraine, alors même que cette aide est existentielle pour elle. Actuellement, le temps joue donc en faveur de la Russie.

- **L'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas contre Israël** et la guerre qui en a résulté à Gaza ébranlent gravement le Proche-Orient. Il est très probable qu'Israël ne réussira pas à éliminer le Hamas en tant que facteur de pouvoir. Depuis octobre 2023, l'intensité des échanges d'hostilités entre Israël et l'« axe de la résistance » n'a cessé d'augmenter. Depuis mi-septembre 2024, Israël intensifie la lutte contre le Hezbollah au Liban et met ainsi l'Iran et sa stratégie régionale au défi. Il est très probable que l'Iran voudra pour sa part éviter toute escalade militaire avec Israël et les États-Unis qui soit susceptible de menacer la pérennité du régime, mais Téhéran est néanmoins prêt à prendre des risques qui peuvent conduire à une revanche d'Israël.

- **La « réunification » avec Taïwan** reste au cœur des intérêts de la République populaire de Chine. Celle-ci redouble d'efforts pour renforcer son armée et il est probable qu'elle continue à accentuer la pression sur Taïwan. Un conflit militaire majeur en lien avec Taïwan ces prochaines années reste certes improbable, néanmoins, même une dégradation contenue de la situation aurait de sérieuses conséquences tant pour l'économie mondiale que pour la situation globale en matière de sécurité.

- Dans la **péninsule coréenne**, il est très probable que les tensions augmenteront. La Corée du Nord poursuit à marche forcée le

développement de ses programmes d'armes nucléaires et de moyens porteurs. En 2023, des progrès technologiques importants ont été réalisés à cet égard. Dans le sillage de la guerre contre l'Ukraine, le rapprochement avec la Russie s'impose comme une évidence, les deux États mettant à profit une collaboration militaire accrue.

- Sur le **continent africain**, la situation en matière de sécurité s'est encore détériorée, en particulier dans la région du Sahel. Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest a été le théâtre d'une série de coups d'État et l'autoritarisme augmente dans de nombreux pays. Pour les grandes puissances, les matières premières que recèle l'Afrique et le soutien diplomatique des États africains revêtent une importance stratégique.

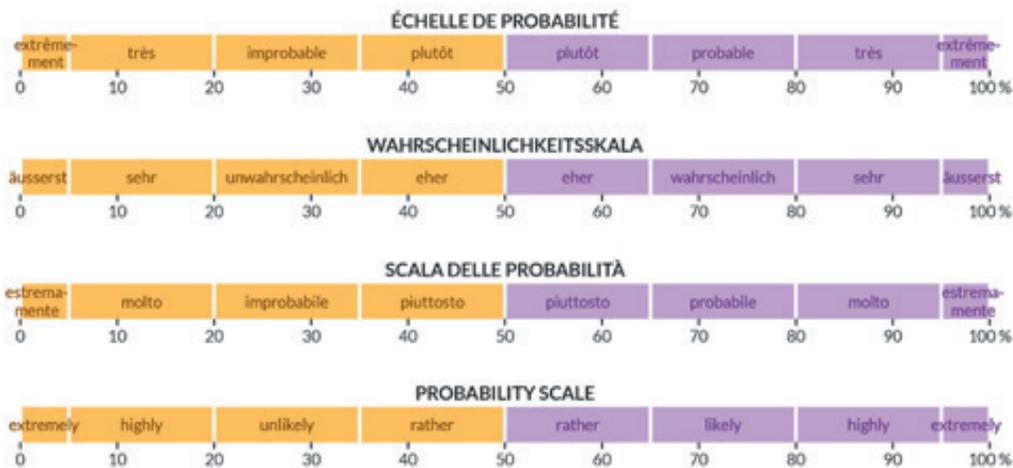
La situation stratégique se caractérise de plus par un nombre croissant d'acteurs qui jouent un rôle important en matière de politique de sécurité. Parmi ceux-ci figurent, outre les grandes puissances et les puissances régionales rivales, des institutions internationales et supranationales, mais avant tout aussi des acteurs non étatiques, comme des organisations non gouvernementales, des groupes technologiques, des organisations terroristes, voire des personnes travaillant ensemble au cas par cas, tels des groupes de hackers, qui peuvent, au vu du cadre prévalant actuellement dans le domaine technologique, influencer la sécurité de pays entiers, voire la remettre en cause. La multiplicité des acteurs et des menaces ainsi que leurs interconnexions rendent l'environnement politico-sécuritaire plus imprévisible et augmentent le risque que des événements – y compris de portée stratégique – puissent survenir par surprise.

- La menace dans le domaine des **attaques contre les infrastructures critiques** est stable. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et l'intensité croissante des attaques par rançongiciel restent déterminantes en matière de sécurité des infrastructures critiques. Il demeure toutefois extrêmement improbable que des acteurs étatiques visent la Suisse en lançant des cyberattaques directes contre des exploitants d'infrastructures critiques. Les attaques de ce type deviendraient très vite davantage probables en cas de conflit direct avec un autre État. La menace la plus concrète dans le domaine cyber émane d'acteurs criminels, lesquels agissent souvent par pur opportunisme et sont motivés par l'appât du gain.
- La guerre contre l'Ukraine et l'exacerbation des luttes de pouvoir dans le monde ont aggravé la menace hybride, y compris pour la Suisse, notamment celle posée par les **activités d'influence russes**. Ce type d'activités entrent dans le cadre de la politique de sécurité lorsqu'elles émanent d'États, sont dirigées contre le fonctionnement d'un État ou d'une société, ou lorsqu'elles ont pour objectif de saper l'ordre démocratique d'un État. Cela distingue les activités d'influence de la représentation ordinaire des intérêts, qui devrait contribuer à la formation de l'opinion par des moyens légitimes. Les débats libres au sein de sociétés ouvertes et démocratiques peuvent représenter des cibles intéressantes afin d'exercer une influence. À l'heure actuelle, la menace la plus significative en la matière émane de la Russie et de la Chine.
- La **menace liée à l'espionnage** reste élevée. Comme une multitude de cibles intéressantes se trouvent en Suisse, notre pays attire des services de renseignement du monde entier. Bon nombre d'entre eux y

possèdent des antennes clandestines. Ces services ont les capacités et l'intention de diriger leurs activités aussi bien contre la Suisse que contre des entités étrangères en Suisse. La principale menace liée à l'espionnage pour la Suisse émane actuellement de plusieurs services de renseignement russes.

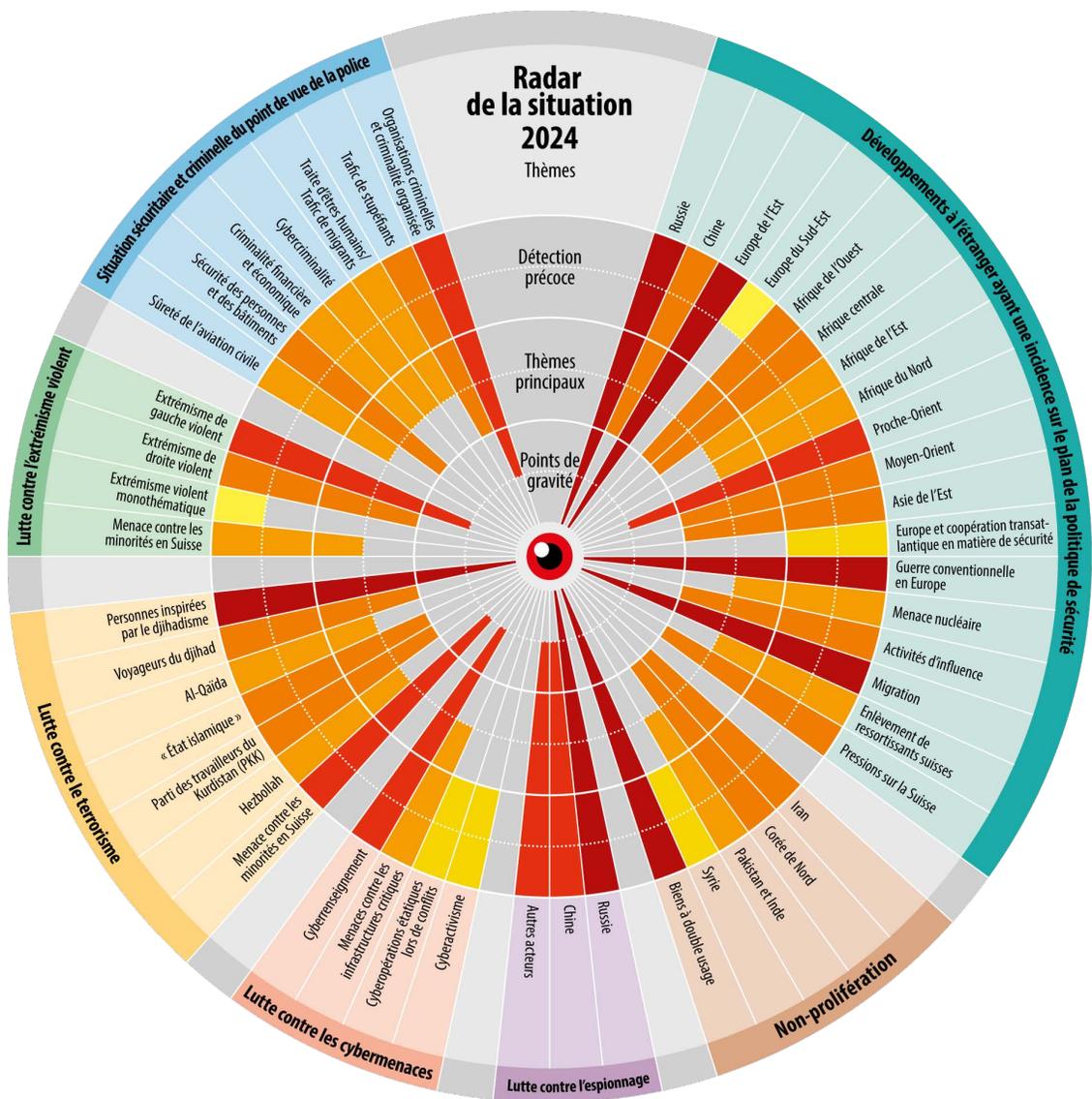
- S'agissant de **la prolifération**, les tentatives de la Russie de contourner les sanctions occidentales par le biais d'entreprises privées dans des États tiers constituent un défi de taille pour le contrôle suisse des exportations de biens à double usage soumis à autorisation.
- La **menace terroriste** en Suisse reste élevée et s'est même accentuée en 2024. Elle est toujours marquée de manière déterminante par des individus isolés inspirés par le djihadisme. Depuis janvier 2024, le SRC enregistre une dynamique qui va en s'intensifiant parmi les acteurs djihadistes au niveau international. Cela se reflète, entre autres,
 - par une multiplication d'interventions policières en Europe pour cause de soupçons de terrorisme. L'État islamique au Khorasan dispose de réseaux étendus ainsi que de capacités et de moyens de base qui, bien que limités, peuvent lui permettre de concrétiser ses intentions de commettre des attentats en Europe.
 - Les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche violents poursuivent leurs activités de manière habituelle. Les menaces qui émanent de l'**extrémisme violent de droite et de gauche** se sont stabilisées à un niveau élevé.
 - Dans le domaine du djihadisme en particulier, mais aussi dans celui de l'extrémisme de droite violent, une augmentation de la **radicalisation de mineurs** est constatée en Suisse. Cette radicalisation s'opère en ligne en peu de temps et peut conduire à la réalisation d'un attentat terroriste.

Aperçu des indications de probabilité utilisées dans ce rapport



Le SRC utilise l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du

domaine d'activité du SRC et de l'Office fédéral de la police. Le présent rapport n'aborde pas les thèmes traités par d'autres organes fédéraux, mais il renvoie à leurs évaluations.





ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE



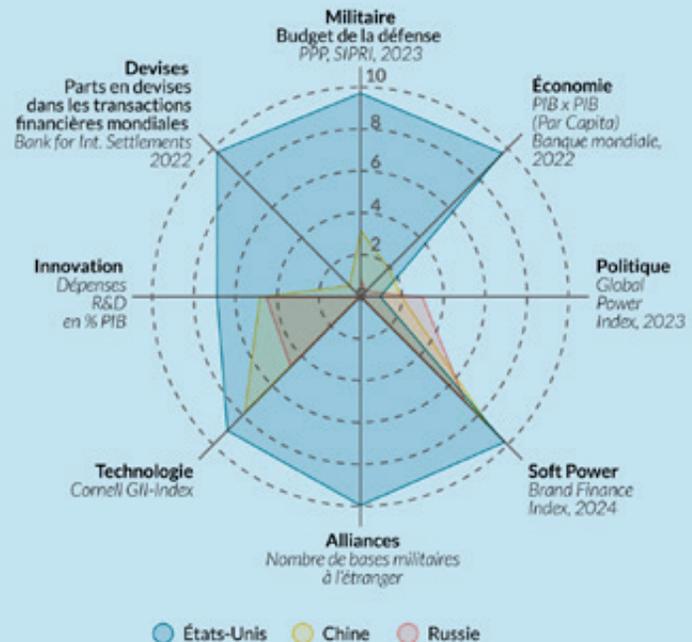
UN MONDE SANS ORDRE : UNE PÉRIODE DE TRANSITION DANGEREUSE ET INSTABLE

 L'environnement politico-sécuritaire de la Suisse s'est dégradé ces dernières années, et depuis 2022, de façon drastique et probablement durable. Ainsi l'agression russe a ramené la guerre conventionnelle sur le sol européen. Tandis que la Russie poursuit son agression militaire contre l'Ukraine, plusieurs autres conflits et crises affectant également la sécurité de l'Europe sont survenus en 2023 et 2024. C'est le cas notamment de l'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas contre Israël et ses conséquences au Proche ainsi qu'au Moyen-Orient, de l'intervention militaire de l'Azerbaïdjan dans le cadre du conflit avec l'Arménie, des flambées de violence dans le nord du Kosovo ainsi que des coups d'État militaires sur le continent africain.

L'environnement politico-sécuritaire est complexe en raison de la réémergence, depuis plusieurs années, de logiques liées tant à la politique de puissance qu'à des intérêts géopolitiques. Le nombre d'acteurs qui jouent un rôle dans ce contexte n'a de plus cessé de croître. Parmi ceux-ci figurent, outre les grandes puissances et les puissances régionales rivales, des institutions internationales et supranationales, mais aussi des acteurs non étatiques, comme des organisations non gouvernementales, des groupes technologiques, des organisations terroristes, voire des personnes travaillant ensemble au cas par cas, tels des groupes de hackers, qui peuvent compromettre la sécurité d'États entiers.

LE MYTHE DE LA MULTIPOLARITÉ

Le SRC évite délibérément de qualifier le monde actuel de « multipolaire », bien que ce terme soit récemment devenu à la mode. La « polarité » se réfère au nombre de grandes puissances qui exercent une influence mondiale dans le système international grâce à leur force économique, leur puissance militaire et leurs alliances ainsi que leur attrait culturel ou économique. Il est important de souligner que, par rapport aux puissances régionales ou aux pays à forte population et aux économies croissantes, les pôles disposent d'un portefeuille complet de capacités de puissance. Si des faits empiriques sont pris en compte, le monde actuel n'est pas multipolaire. Il n'est pas non plus bipolaire. Les écarts d'équilibre des puissances entre les États-Unis, la Chine et la Russie sont toujours trop importants. À moyen terme, la Chine est le seul pays disposant de la taille économique, la puissance militaire et l'influence globale nécessaires pour faire contrepoids aux États-Unis.



Nous nous trouvons dans une période de transition dangereuse et instable qui amènera un réordonnement des relations de pouvoir à l'échelle planétaire. La durée de cette période est indéterminée. Parallèlement, les principes fondamentaux de l'ordre mondial s'érodent. Alors que les logiques en place durant une phase dominée par les États-Unis s'estompent, des signes annoncent l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Ainsi, depuis plusieurs années, la tendance dominante sur le plan stratégique est à la constitution de deux sphères, ce qui pourrait ultérieurement aboutir à la formation de blocs : l'un composé d'États libéraux et démocratiques, comme les États-Unis, les États membres de l'UE et d'autres États occidentaux, dont le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, et l'autre comprenant la Chine, la Russie et d'autres États autoritaires, comme la Corée du Nord et l'Iran.

À la différence de ce qui s'est passé pendant la Guerre froide, ces deux sphères se développent toutefois dans un monde globalisé. Alors que les acteurs qui évoluent dans les deux camps rivaux tentent de délimiter en partie les deux sphères (il est question d'atténuation des risques et de découplage sélectif), ils approfondissent en parallèle l'intégration économique dans leur sphère respective : en témoignent l'intégration économique transatlantique qui se poursuit, et les relations de la Russie avec la Chine, la Corée du Nord et l'Iran qui deviennent plus étroites. Dans le même temps, la plupart des acteurs s'efforcent de maintenir certains contacts et de poursuivre les rapports commerciaux avec des pays de l'autre camp. C'est le cas de la majorité des États européens.

Des puissances régionales ambitieuses comme l'Inde, l'Arabie saoudite ou la Turquie ne veulent dépendre ni des États-Unis ni de la Chine. Ces pays veulent faire du commerce avec la Chine tout en collaborant avec les États-Unis sur le plan de la politique de sécurité. Dès lors, l'ordre qui se profile est fluide et encore peu structuré. Au vu de cette évolution, il faut donc s'attendre à ce que la pres-

sion exercée sur la Suisse aille croissante, tant sur le plan politique qu'économique. On pourrait ainsi en exiger davantage d'elle, notamment en matière de contributions de solidarité et de positionnement politique.



Dans le désordre mondial actuel, des guerres, crises et conflits régionaux en Europe, au Proche-Orient et en Asie se recoupant de plus en plus vont mettre au défi les États occidentaux sur le plan stratégique dans les mois à venir, et cela justement à un moment où la puissance occidentale dominante que sont les États-Unis sera absorbée, sur le plan intérieur, par la campagne présidentielle et une nouvelle présidence.

La Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord coopèrent désormais plus étroitement, sur le plan militaire également, ce qui implique une plus grande incidence sur les guerres et crises régionales. Mus par une volonté de faire régresser l'influence des États-Unis, ces pays luttent contre les conceptions relevant de la démocratie libérale. Ils cherchent à modifier le statu quo dans leur région respective et à établir leurs propres sphères d'influence. Parmi les schémas qui se dessinent actuellement, la coopération accrue entre ces quatre autocraties eurasiatiques est l'un des plus préoccupants. Les relations d'ordre politique, économique, technologique et militaire entre ces pays aux intentions révisionnistes sont plus étroites et plus fortes que jamais, et ils exercent sur les États-Unis ainsi que leurs alliés une pression simultanée sur plusieurs fronts.

Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 comme les guerres contre l'Ukraine et au Proche-Orient montrent qu'il faudra continuer à tabler sur des événements pouvant survenir par surprise et entraîner des dégâts considérables, comme l'implosion d'une grande économie, un vide de pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire ou un décès, ou encore un conflit régional ou une nouvelle pandémie.

UNE ÉLECTION DÉCISIVE AUX ÉTATS-UNIS



L'année 2024 sera dominée par le long combat électoral pour l'élection présidentielle américaine du 5 novembre. Dans le même temps, les États-Unis sont, en tant que puissance mondiale, fortement sollicités sur plusieurs fronts, en Europe, au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Asie. Dans sa stratégie de sécurité nationale de 2022, l'administration Biden avait placé la rivalité stratégique avec la Chine au centre de ses préoccupations, mais le pivot stratégique vers l'Asie, planifié depuis plus de dix ans, a une fois de plus été retardé par des guerres et des crises dans d'autres régions. Les États-Unis vont toutefois poursuivre leurs efforts visant à mener une politique d'endiguement vis-à-vis de la Chine et à la dissuader de modifier unilatéralement le statu quo à Taïwan.

Dans le conflit avec les autocraties eurasiatiques, l'administration Biden mise tant sur son propre rôle en matière de gouvernance globale que sur ses alliances propres. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a conduit à un élargissement de l'OTAN vers le nord ainsi qu'à sa revitalisation, cela sous l'impulsion très claire des États-Unis. Depuis l'automne 2023, la politique américaine relative à l'Ukraine est plus controversée à l'interne, comme en témoigne le blocage au Congrès de l'aide militaire fournie à ce pays plusieurs mois durant. La polarisation de la politique intérieure s'est donc traduite par des conséquences concrètes sur l'orientation de la politique de sécurité américaine.

Au Proche-Orient, les États-Unis sont par ailleurs confrontés, depuis octobre 2023, à une autre guerre, laquelle risque de dégénérer en guerre régionale avec l'Iran. Ayant beaucoup perdu en sympathies dans le

monde arabe ainsi que dans le Sud global en raison de leur soutien à Israël, ils doivent désormais faire face à deux guerres en parallèle, tout en étant confrontés à une rivalité stratégique avec la Chine. Face au défi simultané que constitue la coopération de plus en plus étroite entre les autocraties eurasiatiques, les États-Unis risquent de se voir stratégiquement dépassés.



La présidentielle américaine constitue à nouveau une élection décisive eu égard au rôle global futur des États-Unis. La question déterminante pour la sécurité européenne, et donc aussi pour celle de la Suisse, est de savoir dans quelle mesure les États-Unis voudront rester une puissance régulatrice mondiale ou s'ils suivront plutôt un cours quasi isolationniste. Un effet de choc pour l'alliance sécuritaire transatlantique reste dans tous les cas une possibilité réelle.

Il est extrêmement probable qu'une politique étrangère et sécuritaire quasi isolationniste ainsi que la réduction de l'engagement américain en matière de défense en Europe, ou même une position peu claire des États-Unis sur l'engagement au sein de l'OTAN, auront des conséquences négatives supplémentaires au niveau de la politique de sécurité sur l'environnement de la Suisse.

Des césures radicales dans la politique de sécurité américaine sont possibles, par exemple une diminution de l'aide américaine à l'Ukraine et un affaiblissement de l'OTAN. Dans le cas d'une défaite de l'Ukraine et d'un affaiblissement simultané de l'OTAN résultant d'un engagement drastiquement réduit des États-Unis en Europe, il est probable que l'armée russe soit suffisamment forte d'ici quelques années pour mener une

attaque militaire dans la zone d'influence russe auto-déclarée sur le flanc est de l'OTAN. À l'inverse, il est très probable que les États européens de l'OTAN ne soient pas en mesure de compenser la disparition des capacités américaines dans les cinq à dix prochaines années. La question de savoir si la

Russie saisira cette opportunité reste ouverte. Si les États-Unis devaient réduire leur présence militaire en Europe, les conséquences seraient dans tous les cas désastreuses pour le potentiel de dissuasion conventionnel de l'OTAN vis-à-vis de la Russie.

Focus: 5 novembre 2024

Illustration 4



SÉCURITÉ EUROPÉENNE : L'ENVIRONNEMENT DE LA SUISSE DEVIENT DE MOINS EN MOINS SÛR



Si la Suisse demeure relativement sûre, elle l'est moins depuis quelques années en raison de la forte polarisation du contexte dans lequel elle évolue, fait de crises multiples et de conflits armés en Europe comme à la périphérie de l'Europe. L'Europe précisément se trouve dans une situation qui la met au défi : l'invasion de l'Ukraine par la Russie jette une lumière crue sur sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de politique de sécurité. Dans la lutte entre les États-Unis et des autocraties eurasiatiques dont la coopération se fait plus étroite, l'UE se doit de rester apte à agir et de s'affirmer comme un véritable acteur.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a mis en évidence les lacunes militaires de l'Europe, qui ne sont actuellement compensées que grâce aux garanties sécuritaires américaines, pierre angulaire traditionnelle de la sécurité transatlantique et européenne. S'agissant de la réaction à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, ce sont aussi les États-Unis qui ont jusqu'à présent pris le lead et fourni une grande partie de l'aide militaire occidentale, sans laquelle l'Ukraine se trouverait actuellement sans ressources. Pour l'instant, l'OTAN dominée par les États-Unis demeure le fondement de la défense de l'Europe, et ce sont les États-Unis qui fournissent la plus grande contribution à la sécurité européenne – une contribution qui restera certainement indispensable dans les prochaines années.

Depuis le choc stratégique de 2022, l'UE et la Grande-Bretagne consentent toutefois à des efforts conséquents pour la défense de l'Ukraine et la sécurité européenne. Leurs sanc-

tions économiques affaiblissent la Russie, même si l'impact est moins douloureux que ce qui était visé. En réduisant sa dépendance vis-à-vis de l'énergie russe, l'UE s'est rendue moins vulnérable au chantage. La guerre d'agression de la Russie a en outre entraîné une intensification des relations entre l'UE et l'Ukraine : les pays membres de l'UE fournissent une aide militaire directe sous la forme de livraisons d'armes, d'échange d'informations issus du renseignement et d'appui à l'instruction. La perspective d'une adhésion à l'UE permet par ailleurs à l'Ukraine d'envisager sa pleine appartenance au monde occidental après la guerre et constitue en ce sens un prérequis à une reconstruction qui soit couronnée de succès.



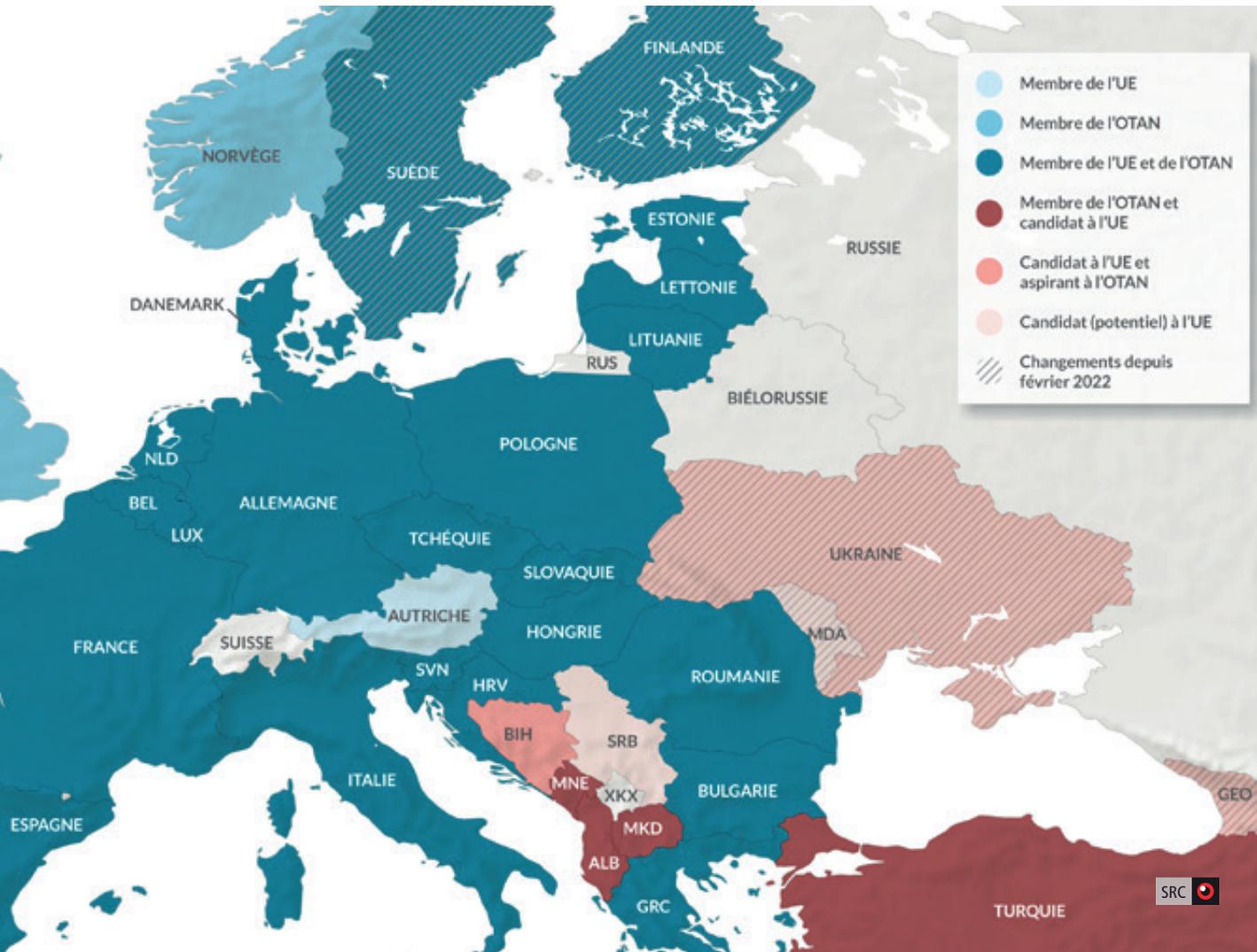
Malgré la menace directe et persistante, l'UE a certes réalisé des progrès mais elle n'a pas encore réalisé d'avancée décisive par rapport à sa capacité à jouer un rôle majeur comme acteur de la sécurité. Par conséquent, l'Ukraine considère que les États-Unis sont son principal garant en matière de sécurité.

Le chancelier allemand Olaf Scholz, dans son discours de février 2022 où il pointait un tournant historique (*Zeitenwende*), a promis un revirement de la politique de sécurité allemande et européenne, et en particulier un renforcement massif des potentiels militaires. En raison de l'incertitude quant au futur engagement américain sur sol européen et de la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis en matière de politique de sécurité, un renforcement des capacités militaires européennes reste nécessaire. L'Europe ne pourra toutefois pas devenir stratégiquement autonome dans les prochaines années. Alors

que la Pologne et les pays baltes investissent massivement dans leurs capacités militaires, il n'est pas encore certain que la récente tendance au réarmement militaire en Europe constitue une évolution au long cours. Sur ce plan-là, l'Europe reste donc foncièrement dépendante des États-Unis. À l'heure actuelle, ce sont leur parapluie nucléaire et leur présence militaire qui continuent à assurer la sécurité européenne.

Aussi longtemps que la question sécuritaire d'une garantie militaire crédible pour l'Ukraine – par exemple au moyen d'une adhésion à l'OTAN – restera en suspens, des étapes telles que l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE en décembre 2023 ou le pacte de sécurité conclu en juillet 2024 demeureront avant tout des actes de nature politique.

Dynamique d'intégration à l'UE et à l'OTAN depuis 2022



GUERRE CONTRE L'UKRAINE : DES FRONTS QUI SE DURCISSENT, MAIS LA RUSSIE A LE VENT EN POUPE



La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine s'est transformée en une guerre d'usure dont la fin n'est pas en vue. La contre-offensive ukrainienne de 2023 n'a pas atteint ses objectifs et n'a permis de reconquérir que peu de territoires. La Russie quant à elle a fortement renforcé ses positions de défense et a conservé les territoires conquis. Depuis l'été 2023, les forces armées russes gagnent lentement mais régulièrement du terrain, notamment dans l'est de l'Ukraine. Elles progressent plus rapidement depuis la fin de l'été 2024 et ont par exemple réussi à prendre la ville de Vuhledar défendue par les forces ukrainiennes depuis février 2022. Malgré des pertes importantes en personnel et en matériel, la situation militaire évolue de plus en plus favorablement à la Russie. Avec son offensive sur territoire russe dans la région de Koursk en août 2024, l'Ukraine a certes réussi à surprendre sur le plan tactique, mais, malgré ce succès d'estime, l'avancée ukrainienne n'a jusqu'ici pas eu d'effet durable en faveur des forces armées ukrainiennes. La Russie reste fermement décidée à poursuivre la guerre. À l'inverse, le soutien occidental à l'Ukraine a tendance à diminuer et, aux États-Unis de même qu'en Europe, il est devenu politiquement plus difficile de maintenir cette aide, alors même qu'elle est existentielle pour l'Ukraine.

Le champ de bataille « en verre » créé par l'utilisation de technologies de reconnaissance modernes ne permet guère d'attaques opérationnelles ou stratégiques par surprise. L'avancée de l'Ukraine dans la région de Koursk a bel et bien constitué une surprise tactique, mais elle pourrait n'avoir réussi que parce que le Kremlin a apparemment ignoré les avertissements de militaires russes mettant en garde contre une concentration de troupes ukrainiennes et une

éventuelle offensive. Il ne s'agit toutefois pas d'une situation figée : sur la ligne de contact en effet, les combats se déroulent avec une grande intensité et entraînent des pertes considérables des deux côtés. Actuellement, le temps joue toutefois en faveur de la Russie. Elle dispose en effet de ressources en personnel plus importantes et, grâce à la stimulation de la production indigène d'armes et de munitions ainsi qu'aux livraisons depuis la Corée du Nord et l'Iran, elle bénéficie aussi d'un avantage quantitatif clair au niveau du matériel.

Les deux parties s'en tiennent à leurs objectifs de guerre, à savoir le maintien de la souveraineté et de l'intégrité territoriale aux frontières de 1991 pour l'Ukraine, la « dénazification » de cette dernière et sa « démilitarisation » pour la Russie, qui, dans les faits, vise l'abolition de la souveraineté ukrainienne.

L'issue de la guerre aura des effets régionaux et globaux. Elle influencera en particulier la manière dont la Russie et la Chine évalueront à l'avenir les chances de succès d'autres guerres d'agression ainsi que la crédibilité future de la politique américaine de sécurité.



La guerre contre l'Ukraine se poursuit et aucune issue ne se dessine, ni sur le plan militaire ni sur le plan diplomatique. Depuis l'automne 2023, les potentiels militaires de l'Ukraine subissent toutefois une usure relativement plus forte, raison pour laquelle celle-ci s'est décidée, au début de l'année 2024, à défendre les territoires qui lui restent au lieu de lancer des contre-offensives étendues. Elle réussit cependant à porter des coups sensibles à distance, par exemple contre la flotte russe en mer Noire ou contre l'infrastructure énergétique russe, ainsi qu'à effectuer une avancée transfrontalière sur

territoire russe dans la région de Koursk en août 2024. Pour l'Ukraine, le recrutement de soldats ainsi que le réapprovisionnement en armes et en munitions restent un énorme défi. Elle demeure existentiellement dépendante de l'aide occidentale, notamment de l'aide militaire américaine.

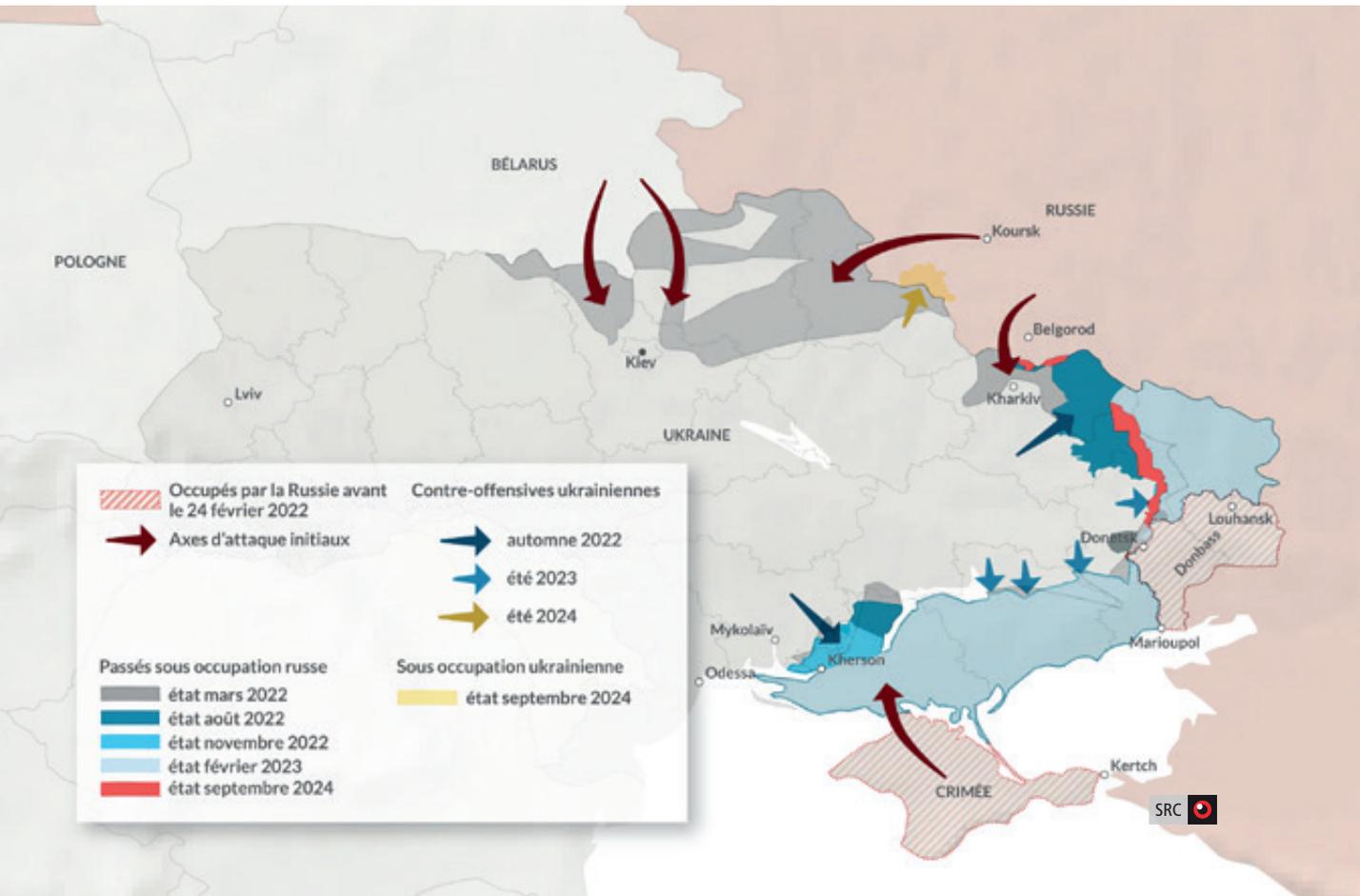
La Russie est quant à elle bien décidée à poursuivre la guerre. Le cercle de direction entourant le président Poutine pense sur le long terme et est prêt à perpétuer longtemps encore la « guerre contre l'Occident ». Malgré les défis toujours plus importants à relever, la situation économique de la Russie ne va pas s'aggraver sérieusement dans les douze prochains mois et il est très probable que le régime restera stable.

Le potentiel militaire de la Russie va continuer à s'accroître légèrement. À l'heure actuelle, sa production propre, ses réserves, ainsi que la remise

en état et l'achat de matériel à l'étranger lui permettent de compenser, voire en partie de surcompenser, ses pertes matérielles. Le potentiel de recrutement de la Russie est également plus grand.

Le risque d'incident militaire entre la Russie et l'OTAN est beaucoup plus prononcé depuis 2022. Malgré tout, ni les États-Unis ni la Russie n'ont cherché à élargir géographiquement la guerre en Ukraine pour en faire une guerre entre la Russie et l'OTAN. Jusqu'à présent, le principe de dissuasion nucléaire entre les États-Unis et la Russie a fonctionné. Il n'en demeure pas moins que, depuis 2022, le risque d'une utilisation par la Russie d'armes nucléaires tactiques en Ukraine existe. Il est probable que la Russie continue de brandir la menace de l'arme nucléaire à l'avenir également. Il demeure toutefois très improbable qu'elle utilise effectivement l'arme nucléaire en

Aperçu des axes d'attaque et du contrôle territorial dans la guerre contre l'Ukraine

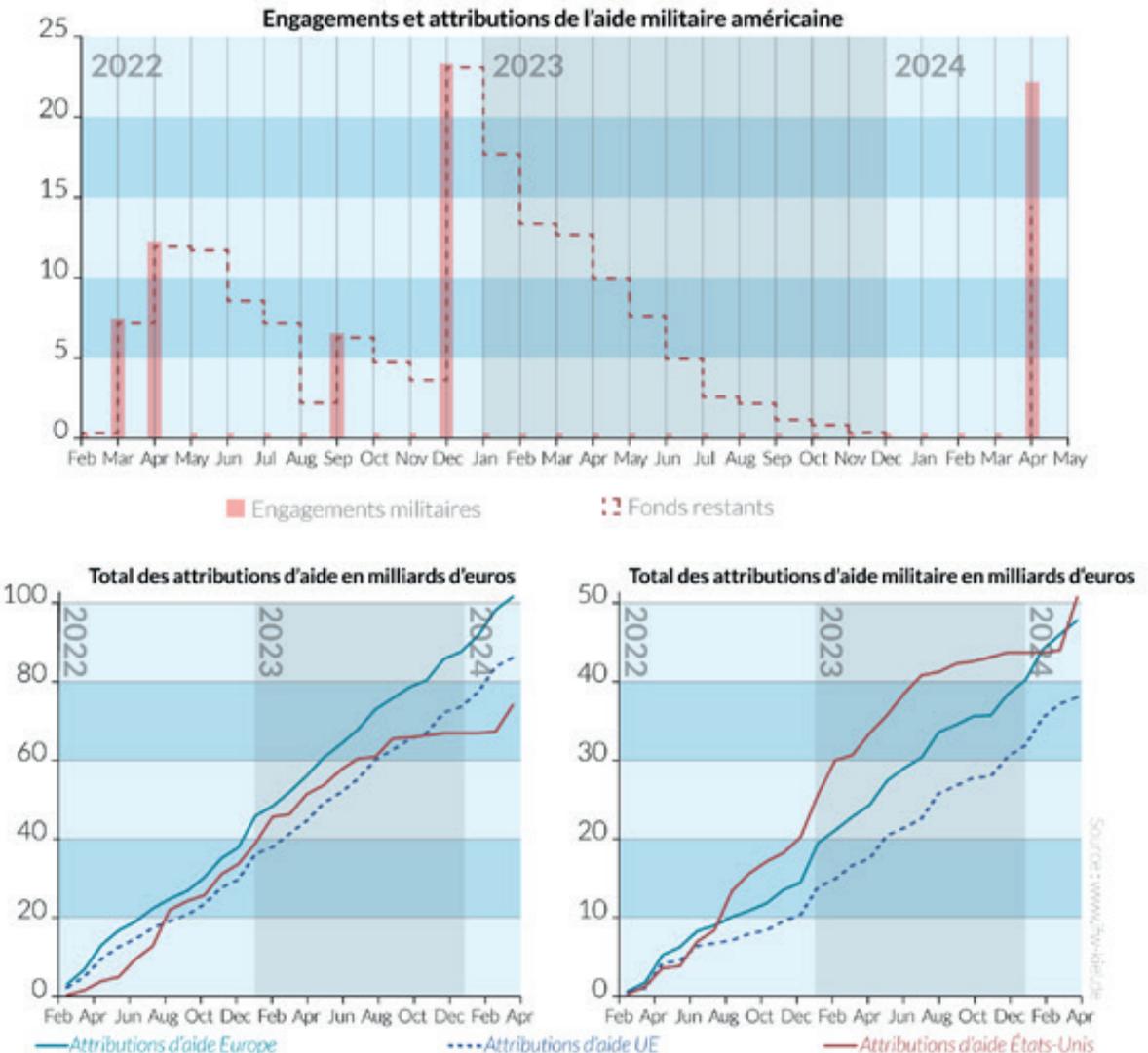


Ukraine. La probabilité d'un recours à ce type d'arme augmenterait uniquement si le régime russe venait à estimer que l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Russie se trouvaient existentiellement menacées. Des incertitudes subsistent quant à la manière dont la doctrine nucléaire russe doit être interprétée s'agissant des territoires annexés, dont en particulier la Crimée, et quant à la manière dont cette doctrine se verra adaptée.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, on observe une hausse de la propagande et de la désinformation russes. La Suisse est aussi devenue une cible directe d'activités d'influence russes, par exemple à l'occasion de la visite du président Zelensky en janvier 2024.

Aide internationale à l'Ukraine depuis le début de la guerre en 2022

Illustration 5



LA RUSSIE A INSCRIT LE CONFLIT AVEC « L'OCCIDENT » SUR LE LONG TERME



La Russie reste fermement déterminée à poursuivre la guerre contre l'Ukraine. Jusqu'à présent, cette guerre n'a pas sérieusement menacé le maintien au pouvoir du président Poutine. Depuis l'automne 2023, ce dernier a tendance à avoir le vent en poupe, compte tenu de la situation globalement avantageuse de la Russie sur le champ de bataille ainsi que de son potentiel humain et technique supérieur à celui de l'Ukraine, et ce malgré l'offensive ukrainienne menée dans la région de Koursk au second semestre 2024. Le gouvernement russe s'attend également à une lassitude croissante vis-à-vis de la guerre en Europe et aux États-Unis, et donc à une diminution du soutien occidental à l'Ukraine. À l'approche de l'élection présidentielle américaine, les dirigeants russes se préparent à des négociations directes avec les États-Unis.

Dans le budget russe 2024, la part réservée à la défense nationale a augmenté de près de 70 pour cent par rapport à 2023. Les dépenses liées à la défense représentent ainsi environ 30 pour cent du budget global de l'État et près de 6 pour cent du produit intérieur brut. Pour 2025, il faut s'attendre à une nouvelle hausse significative de ces dépenses. La guerre contre l'Ukraine s'inscrit sur le long terme et les forces armées russes doivent aussi continuer à se développer en vue du conflit avec les États-Unis et leurs alliés concernant la sphère d'influence russe en Europe. Même si l'on peut parler d'un « budget de guerre », la Russie n'a jusqu'à présent pris que des mesures ponctuelles en faveur d'une « économie de guerre », et l'État n'a fait usage de son pouvoir réglementaire que dans certains cas. Par économie de guerre, il ne faut pas comprendre une économie en temps de guerre, mais une économie fortement axée sur les exigences de la guerre.

En Russie, les mécanismes de marché continuent de jouer et la production de biens civils ainsi que l'approvisionnement de la population en biens de consommation restent importants et fonctionnent en grande partie. Même l'industrie de l'armement ne se voit pas attribuer de main-d'œuvre par l'État, mais doit recruter en augmentant fortement les salaires.

Les sanctions occidentales commencent peu à peu à avoir de sérieux effets dans différents secteurs économiques et pourraient entraîner des impacts négatifs, en particulier sur le niveau technologique de la Russie. Elles n'ont toutefois pas mené à l'effondrement de l'économie russe. En 2023, le produit intérieur brut a progressé de 3,5 pour cent, malgré le régime de sanctions. La récente croissance économique repose principalement sur l'industrie de l'armement, qui travaille en partie par rotation de personnel. Les importations d'Europe et des États-Unis ont nettement diminué, alors que le commerce avec la Chine, l'Inde et la Turquie ainsi qu'avec plusieurs États voisins a massivement augmenté.



Le président Poutine et son cercle de direction restreint s'en tiennent aux objectifs maximaux qu'ils poursuivent dans la guerre contre l'Ukraine, à savoir forcer le retour de celle-ci dans le champ d'influence russe en recourant à la violence militaire et abolir sa souveraineté. Cependant, pour la Russie, cette guerre fait également partie d'un conflit stratégique plus large avec les États-Unis et « l'Occident », conflit dont l'enjeu est le futur ordre mondial. Sur le long terme, la Russie travaille en effet à un « ordre mondial multipolaire » au sein duquel se verra reconnue sa revendication d'une sphère d'influence exclusive. La Russie restera longtemps le facteur d'incertitude central et déterminant en



Frontière russe

- avant 1721
- - - vers 1725
- · · · · vers 1795
- Aujourd'hui

····· Tracé du front

— Frontière des oblasts annexés par la Russie en 2022

- Protectorats russes de fait
- Territoires actuellement occupés par la Russie
- Zone névralgique d'un prochain conflit provoqué par la Russie

SUÈDE
 NORVÈGE
 DANEMARK
 FINLANDE
 ESTONIE
 LETTONIE
 LITUANIE
 RUSSIE
 BÉLARUS
 TRAITÉ AVEC LA RUSSIE
 POLOGNE
 ALLEMAGNE
 CZE
 SVK
 UKRAINE
 LOUHANSK
 DONETSK
 ZAPORIJIA
 KHERSON
 TRANSNISTRIE
 MDA
 ROUMANIE
 CRIMÉE
 ABKHAZIE
 OSSÉTIE DU SUD
 GEO
 TURQUIE
 HONGRIE
 AUT
 SVN
 HRV
 CHE
 SAN MARIN
 ITALIE
 CITÉ DU VATICAN
 BIH
 SRB
 MNE
 XKX
 BGR
 ALB
 MKD
 GRC

Europe de l'Est. Dans sa volonté de réordonner les relations de pouvoir à l'échelle planétaire, elle courtise avec succès les pays du Sud global en vue d'obtenir leurs sympathies. C'est aussi la raison pour laquelle elle dépeint les alliés occidentaux de l'Ukraine comme des « bellicistes ».

En raison des difficultés croissantes de l'Ukraine à s'assurer des livraisons d'armes occidentales, qui sont existentielles pour elle, les dirigeants russes se montrent confiants quant au fait que le soutien occidental à l'Ukraine va s'effriter avec le temps. Le gouvernement russe est par ailleurs toujours disposé à assumer les coûts liés à une guerre d'usure prolongée. Néanmoins, la Russie s'est retrouvée engagée dans une guerre coûteuse, car elle a sous-estimé tant la volonté de défense ukrainienne que la volonté de soutien occidentale au début de la guerre, et surestimé ses propres capacités. Elle s'est donc vue contrainte d'adapter à plusieurs reprises son calendrier pour atteindre ses objectifs en Ukraine.

La part de ses recettes provenant du secteur pétrolier et gazier a diminué, représentant un tiers de l'ensemble de ses revenus, mais la Russie reste très dépendante du secteur énergétique et donc du prix du pétrole au niveau mondial. Les recettes provenant des exportations de céréales et d'en-

grais restent aussi importantes pour l'économie russe. Pour l'année 2024, le gouvernement table sur une croissance d'environ 2,3 pour cent. Cette croissance entraîne toutefois le risque d'une spirale inflationniste, ce contre quoi met également en garde la Banque centrale russe, qui a pour cette raison augmenté à plusieurs reprises son taux directeur. Bien que la Russie dispose actuellement d'un matelas financier suffisant pour plusieurs années, la question se pose néanmoins de savoir pendant combien de temps elle pourra mobiliser les ressources nécessaires à la guerre.

Au moyen de désinformation, la Russie tente de présenter les États occidentaux et les institutions occidentales telles que l'UE ou l'OTAN sous un jour négatif et politiquement dysfonctionnel. Elle utilise pour ce faire des thèmes tels que la pénurie d'énergie et la migration ou, spécifiquement pour la Suisse, la neutralité.

LA CHINE VEUT RÉAJUSTER LA RÉPARTITION DU POUVOIR MONDIAL À SON AVANTAGE



Le président chinois Xi Jinping poursuit la consolidation de son pouvoir en se positionnant comme garant de l'émergence de la Chine comme puissance mondiale et en assimilant les intérêts de la nation à ceux du parti communiste. La diffusion de l'idéologie autoritaire et nationaliste de Xi dans les institutions politiques et la société se poursuit, de même que les campagnes anti-corruption à tous les niveaux hiérarchiques. La « réunification » avec Taïwan reste un objectif central, tandis que toute dissidence, toute résistance et tout mouvement séparatiste sont considérés comme une menace.

L'ambition de la Chine de devenir une grande puissance mondiale fait toutefois face à des défis importants, à savoir un fort chômage des jeunes, une baisse des perspectives socio-économiques, des dettes provinciales accrues, une crise immobilière et une population vieillissante. Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que les mesures prises jusqu'ici permettent de résoudre les problèmes structurels.

La lenteur de la croissance économique se reflète dans la confiance en berne des investisseurs étrangers, et par conséquent dans la baisse des investissements directs. Pour ses plans de développement, la Chine a fondamentalement besoin du commerce et des investissements extérieurs, raison pour laquelle elle plaide dans sa rhétorique pour une économie de marché mondiale libre et s'oppose à toute mesure protectionniste. En parallèle, la Chine tente de renforcer les dépendances d'autres États vis-à-vis d'elle et de réduire ses propres dépendances vis-à-vis des États occidentaux. Elle le fait en s'emparant de matières premières, en augmentant le capital politique qu'elle obtient du Sud global et en consolidant sa domination dans la fabrication de produits tels que les batteries de lithium, qui

jouent un rôle essentiel dans le tournant énergétique. À travers une stratégie d'atténuation des risques, les États-Unis, l'UE et d'autres États occidentaux veulent freiner la fuite de technologies et de savoir vers la Chine dans des secteurs importants tels que l'intelligence artificielle, la technologie quantique et la biotechnologie ainsi que les puces semi-conductrices.

Malgré leur rivalité stratégique, la Chine et les États-Unis essaient de stabiliser leurs relations. Celles-ci sont tendues, notamment en raison du renforcement des alliances occidentales en matière de sécurité dans l'espace asiatico-pacifique. En parallèle, la Chine a consolidé ses relations avec la Russie et en profite dans les secteurs de l'énergie (pétrole et dérivés), de l'agriculture et de la politique monétaire. Jusqu'à présent, la Chine évite toutefois de livrer à la Russie des armes et des munitions et il est très probable qu'elle se contente de lui fournir des biens à usage dual. Politiquement, la Chine et la Russie se montrent généralement solidaires dans leur positionnement diplomatique au niveau international afin de diminuer l'influence globale des États-Unis. Dans ce contexte, la Chine se trouve dans une position largement dominante dans ses relations avec la Russie.

Au niveau multilatéral, la Chine mise notamment sur un renforcement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et l'élargissement de ce forum (avec l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis et l'Iran comme nouveaux membres), cela pour offrir des alternatives aux plateformes politiques et économiques des États occidentaux. Malgré une médiation réussie entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les ambitions et les possibilités chinoises en matière de résolution de conflit restent limitées.



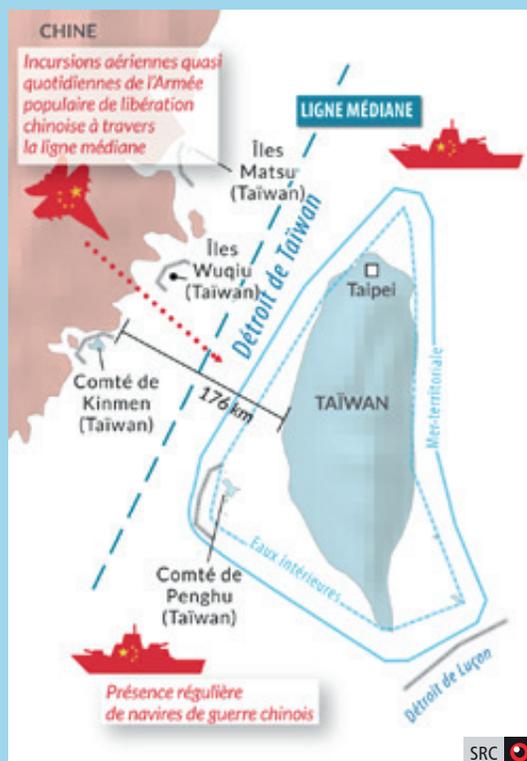
Malgré les tensions géopolitiques, la Chine veut rester ouverte aux investissements et au commerce afin d'accéder aux technologies et aux capitaux étrangers. Elle restera en rivalité avec les États-Unis, quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle de 2024, et dans une moindre mesure avec l'Europe. Cependant, elle s'efforcera de maintenir ses relations économiques et scientifiques avec les pays occidentaux.

Les activités d'influence de la Chine dans le monde vont se multiplier, y compris dans les pays européens. Menées à l'instigation et sous la direction du Parti communiste, ce type d'activités sert des intérêts politiques et idéologiques qui entrent largement en conflit avec les valeurs des démocraties occidentales.

La Chine continuera à se profiler comme une grande puissance visant à redéfinir les relations de pouvoir à l'échelle planétaire. Ce nouvel ordre se caractériserait notamment par un affaiblissement des démocraties occidentales et de leurs valeurs. La Chine veut par ailleurs renforcer ses relations politiques et économiques avec la Russie. Si la guerre en Ukraine devait tourner clairement au détriment de la Russie, la Chine se verrait pressée de fournir un soutien plus important, en armement surtout. Dans son environnement direct, notamment en mer de Chine méridionale et autour de Taïwan, elle continuera à se montrer agressive et à augmenter la pression.

TAÏWAN

La « réunification » avec Taïwan reste au cœur des intérêts de la République populaire. Elle devrait certes se faire de manière pacifique, mais le régime chinois se prépare aussi à un éventuel usage de la force. La Chine renforce ainsi massivement son armée. Elle a encore accru la pression diplomatique, économique et militaire sur Taïwan et il est probable qu'elle continuera à le faire pendant le mandat du président taïwanais nouvellement élu Lai Ching-te. Ce dernier doit trouver un équilibre entre le désir de la population de maintenir le statu quo et les relations avec les États-Unis et les exigences de plus en plus agressives de la Chine. Le soutien croissant pour Taïwan du côté des États-Unis et le fait que l'identité taïwanaise se renforce vont mettre la Chine au défi. Selon son issue, cela sera également le cas de l'élection présidentielle américaine. Un conflit militaire majeur en lien avec Taïwan ces prochaines années reste certes improbable, néanmoins, même une dégradation contenue de la situation aurait de sérieuses conséquences tant pour l'économie mondiale que pour la situation globale en matière de sécurité.



DES TENSIONS CROISSANTES SUR LA PÉNINSULE CORÉENNE



Douze ans après son arrivée à la tête de la Corée du Nord, Kim Jong-un y est solidement installé, malgré une situation socio-économique tendue imputable tant à ses décisions qu'à la pandémie, aux catastrophes naturelles et aux sanctions internationales. Il contrôle le gouvernement, le Parti des travailleurs de Corée et les forces armées, s'appuyant sur des élites loyales, cooptées par le régime.

Malgré une économie en contraction, la Corée du Nord parvient à dégager les moyens nécessaires à l'entretien et au développement de ses programmes militaires dans les domaines des armes nucléaires et des systèmes porteurs. Ces programmes mobilisent 25 pour cent environ du produit intérieur brut. Ils s'accompagnent d'une rhétorique de plus en plus menaçante vis-à-vis de la Corée du Sud et de ses alliés militaires que sont les États-Unis et le Japon.

La Corée du Nord finance ses programmes militaires également grâce au vol de cryptomonnaies. Les cyberacteurs nord-coréens disposent d'une compréhension étendue du fonctionnement de cette technologie ainsi que de ses points faibles, dont ils savent profiter de manière ciblée. D'autres ressources proviennent aussi des transferts d'argent vers leur pays d'origine des quelque cent mille Nord-Coréens expatriés en Russie et en Chine notamment, ainsi que d'exportations nord-coréennes vers ces deux pays.

En 2023, la Corée du Nord a réalisé une avancée technologique majeure en réussissant des essais de missiles balistiques de portée intercontinentale fonctionnant avec du carburant solide. En novembre 2023, elle a en outre prétendu avoir réussi à mettre en orbite stable un satellite d'exploration militaire. La Corée du Nord a par ailleurs réussi à maîtriser la technologie du

réacteur à eau légère à Yongbyon ; celle-ci revêt une importance centrale pour le développement d'un sous-marin à propulsion nucléaire. En septembre 2023, la Corée du Nord a ancré son statut de puissance nucléaire dans sa Constitution.

Le rapprochement entre la Corée du Nord et la Russie dans le sillage de la guerre contre l'Ukraine constitue un développement notable. Kim Jong-un et le président Poutine se sont ainsi rencontrés en septembre 2023 dans la ville russe de Vostochny et en juin 2024 à Pyongyang. Le commerce entre les deux pays s'est également développé. Il est très probable que la Corée du Nord fournisse à la Russie des munitions d'artillerie et il est aussi probable qu'elle lui vende des missiles balistiques. La Corée du Nord importe en retour de Russie des produits alimentaires et du pétrole. Un soutien concret de Moscou au programme spatial nord-coréen est également probable.

Néanmoins, la Chine reste de loin le premier partenaire commercial de la Corée du Nord. Celle-ci utilise des plaques tournantes sur territoire chinois pour mener des transactions financières illégales, pour acquérir, dans une mesure allant au-delà du plafond autorisé par l'ONU, des biens sous sanctions, le pétrole par exemple, et pour se procurer des produits de luxe et de la technologie sensible.



Il est très probable que les tensions dans la péninsule coréenne augmentent, puisque le Nord et le Sud manifestent à nouveau une hostilité croissante l'un envers l'autre et que la Corée du Nord poursuit à marche forcée le développement de ses programmes militaires. Le rapprochement spectaculaire avec la Russie va renforcer la confiance en eux des dirigeants nord-coréens.

Cette confiance renforcée augmente le risque de voir la Corée du Nord multiplier les tests de missiles, voire procéder à un septième essai nucléaire. Elle est dorénavant capable, techniquement, d'attaquer l'Europe, et donc la Suisse, avec des missiles balistiques munis d'ogives nucléaires. Pour l'heure, l'Europe ne figure toutefois pas parmi ses cibles.

Il est très probable que la Corée du Nord restera la première bénéficiaire au monde du vol de cryptomonnaies. Dans ce contexte, la Suisse est exposée à un risque élevé, car elle abrite une industrie de la blockchain en plein essor.

La Corée du Nord va renforcer sa coopération économique, technologique et militaire avec la Russie, notamment en lui fournissant du matériel militaire pour la guerre contre l'Ukraine. Un soutien technologique russe croissant au programme spatial nord-coréen est par ailleurs probable.

La Chine restera néanmoins le premier partenaire économique de la Corée du Nord. La constitution d'une alliance sécuritaire formelle entre la Corée du Nord, la Russie et la Chine est improbable dans les douze prochains mois. La Chine ne veut en effet pas encourager la constitution d'un tel bloc militaire, car celui-ci mettrait en danger ses relations et ses échanges économiques et technologiques avec les pays occidentaux. La Chine ne va pas non plus pousser à la constitution d'une alliance de défense sous la forme d'une « OTAN asiatique ».



CONFLIT AU PROCHE-ORIENT



Depuis l'attaque terroriste de grande ampleur du 7 octobre 2023, le gouvernement israélien, sous la direction du premier ministre Benjamin Netanyahu, mène une guerre contre le Hamas. Jusqu'à présent, Israël n'a cependant ni détruit complètement son potentiel militaire ni libéré tous les otages survivants. L'infrastructure dans la bande de Gaza est détruite en de nombreux endroits. Le vaste réseau de tunnels du Hamas et son solide ancrage social rendent très probablement toute destruction totale impossible.

Le gouvernement israélien n'a aucun intérêt à revenir dans la bande de Gaza en tant que force d'occupation, mais il n'a pas encore présenté de plan pour l'avenir politique de la bande de Gaza. De son côté, l'Autorité palestinienne, sous la direction du président Abbas, ne dispose plus depuis de nombreuses années de la légitimité nécessaire au sein de sa propre population pour combler le vide institutionnel. Depuis la création d'Israël, aucune guerre israélo-palestinienne n'a fait autant de victimes civiles et militaires des deux côtés que celle qui est actuellement en cours.

Dans ce contexte, l'intensité des échanges d'hostilités entre Israël et l'« axe de la résistance » dirigé par l'Iran n'a cessé d'augmenter depuis le 7 octobre 2023. Le conflit est entré dans une nouvelle phase à mi-septembre 2024 : afin de faire cesser les tirs continus du Hezbollah notamment contre les zones situées au nord du pays et y permettre le retour des habitants, Israël porte de sévères coups à l'organisation, dont l'élimination de son secrétaire général Hassan Nasrallah. Depuis début octobre, les frappes aériennes massives contre le Liban s'accompagnent d'une opération terrestre limitée dans le sud du pays.

Le conflit entre Israël et l'Iran s'est aggravé à deux reprises, en avril et au début octobre 2024, et il a le potentiel de s'embraser. Israël a prouvé qu'il pouvait cibler avec précision des infrastructures indispensables à l'existence de l'appareil du pouvoir iranien et tuer de manière ciblée des personnes importantes pour l'« axe de la résistance ». Quant à l'Iran, il dispose notamment de puissants missiles balistiques qui pourraient atteindre Israël en un nombre devenant critique pour l'architecture de défense israélienne. Il peut par ailleurs faire appel à des formations chiïtes et sunnites de la région qui sont toutefois partiellement affaiblies après les frappes israéliennes: le Hezbollah au Liban, certaines milices en Irak et en Syrie, les Houthis au Yémen, mais aussi le Hamas et le Jihad islamique dans le territoire palestinien occupé. Le pilonnage des navires marchands par les Houthis en mer Rouge et dans le golfe d'Aden a des répercussions négatives sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, et par conséquent sur la Suisse.

Le Hezbollah dispose également d'un arsenal aérien important et efficace grâce auquel il peut en principe frapper n'importe quelle cible en Israël. Jusqu'ici, et cela également dans l'intérêt de l'Iran, il n'a pas engagé ses missiles balistiques en grand nombre. Les frappes israéliennes survenues depuis mi-septembre 2024 ont fortement affecté la chaîne de commandement de sa branche armée, ainsi que de sa direction. Au moment de clore la rédaction de ce rapport, l'infrastructure militaire du Hezbollah était encore en partie intacte et la majorité de ses combattants étaient prêts à être déployés.



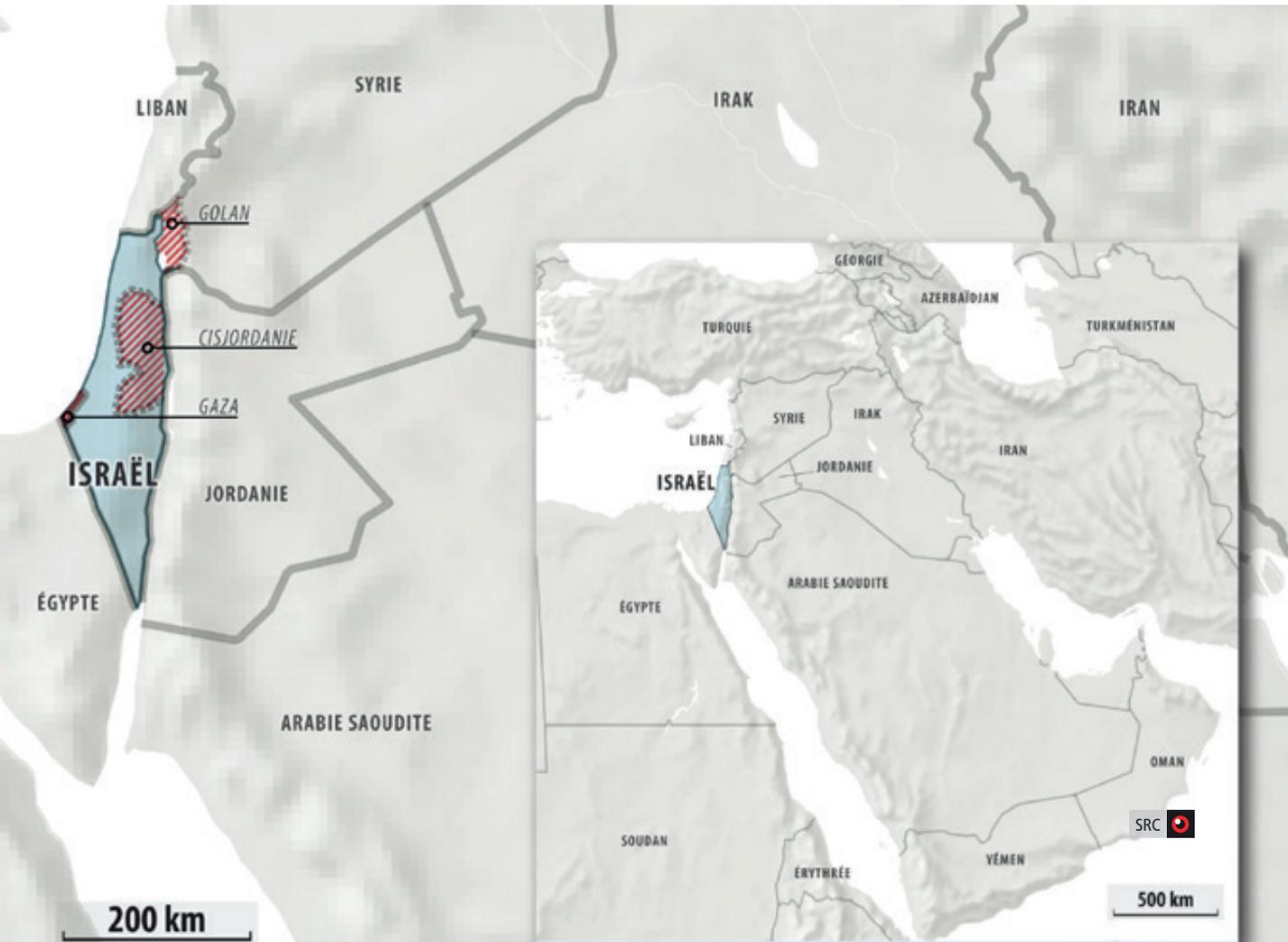
Israël peut certes écraser militairement le Hamas dans la bande de Gaza, mais il ne peut pas l'éliminer en tant que mouvement social et facteur de pouvoir dans le ter-

ritoire palestinien occupé et dans les camps de réfugiés. Inversement, après la guerre et dans le cadre d'une réorganisation politique dont les prémices ne sont pas encore perceptibles dans la bande de Gaza, il est très probable que le Hamas ne fera plus partie des autorités.

Il est très probable que l'Iran voudra éviter une escalade militaire avec Israël et les États-Unis qui menacerait la pérennité du régime. Dans le même temps, le pays est néanmoins prêt à prendre des risques qui peuvent conduire à une revanche d'Israël. Dans le cadre de son programme nucléaire, l'Iran continue d'enrichir de l'uranium et une solution négociée dans ce domaine n'est pas en vue.

Quant au Hezbollah, il souhaiterait lui aussi éviter une guerre totale avec Israël. Toutefois, plus la situation militaire et politique au Proche-Orient évoluera en sa défaveur, plus il devient probable qu'il utilise aussi des moyens asymétriques – terroristes en particulier – en dehors du Proche-Orient.

Le processus de rapprochement politique entre Israël et les gouvernements de plusieurs États arabes s'en trouve retardé. Depuis le 7 octobre 2023, ces derniers craignent en effet une déstabilisation de leur politique intérieure si le rythme devenait trop rapide. Initiée par les accords d'Abraham de 2020, la normalisation des relations entre ces pays dépend néanmoins de plus en plus de leurs agendas bilatéraux et non plus d'un accord définitif ou d'une solution à deux États.

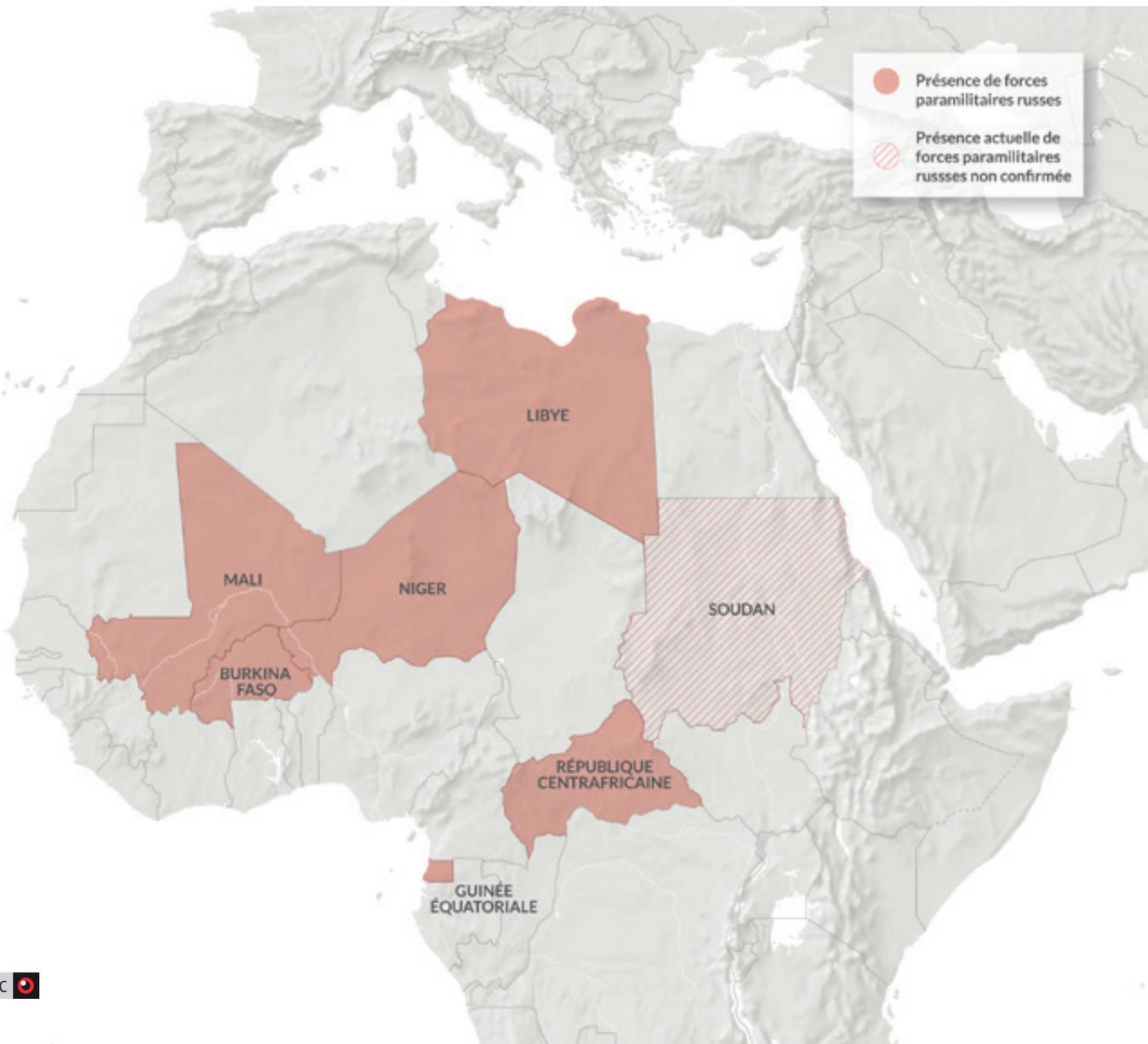


L'AFRIQUE, THÉÂTRE DE RIVALITÉS CROISSANTES ENTRE GRANDES PUISSANCES

 Dans une grande partie du continent africain, la situation sécuritaire s'est encore détériorée en raison de l'instabilité politique et des activités djihadistes, en particulier dans la région du Sahel. L'Afrique va au-devant d'une escalade de ce type de crises, qui auront des conséquences politiques à l'échelle mondiale, plus particulièrement sur le plan géopolitique et en matière de politique de sécurité.

Sur le plan politique, une vague de coups d'États marque le continent depuis 2020. Des juntes militaires ont renversé par la force des présidents parfois démocratiquement élus et ont pris le pouvoir. Cette situation conduit à une augmentation de l'autoritarisme et à un affaiblissement des principes universels et démocratiques dans ces pays.

Présence de forces paramilitaires russes



Au niveau géopolitique, l’Afrique est le théâtre de rivalités croissantes entre puissances extérieures telles que les États-Unis, la Chine, la Russie, la France, la Turquie ou l’Iran. Dans un contexte international polarisé, les matières premières que recèle le continent et le soutien diplomatique des États africains ont une importance stratégique. Ces derniers mettent à profit les opportunités qui en découlent et se positionnent avec plus d’assurance face aux grandes puissances. En Afrique de l’Ouest, les putschistes se détournent de leur puissance protectrice traditionnelle, la France, et misent sur la Russie en tant que partenaire. Ce développement a également des conséquences pour les Nations Unies, en particulier au Mali, dont les nouveaux dirigeants ont obtenu la fin de la mission de stabilisation de l’ONU.

La situation sécuritaire se dégrade également dans de nombreux foyers de crise, et cela principalement à cause des acteurs djihadistes dont les victimes se comptent chaque année par milliers. Ces foyers de crise se situent en premier lieu dans la région du Sahel, en Afrique centrale et dans la Corne de l’Afrique. Les grandes puissances se proposent activement comme partenaires pour la lutte contre le terrorisme, comme les États-Unis en Somalie ou la Russie au Sahel. Pour renforcer sa prise d’influence régionale, la Russie tente actuellement d’assurer le contrôle de ses unités paramilitaires sur le continent africain.



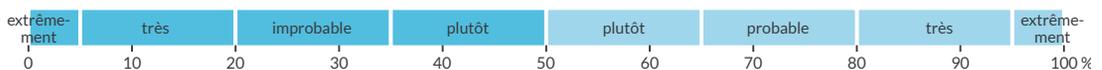
Dans les années à venir, il est très probable que la situation sécuritaire dans ces régions continuera à se dégrader. La région du Sahel sera particulièrement touchée par l’instabilité politique en raison de la fragilité des pouvoirs en place et de l’expansion de la

menace djihadiste. De plus, la forte rivalité entre les grandes puissances en Afrique de l’Ouest devrait renforcer la polarisation de la région. En 2023, trois États de la zone du Sahel ont créé, avec le soutien de la Russie, l’Alliance des États du Sahel, cela en contrepartie déléguée à la Communauté économique des États d’Afrique de l’Ouest. Il est très probable que ce changement dans l’architecture politique et sécuritaire régionale fera le jeu des groupes djihadistes.

L’engagement et les intérêts de la Suisse en Afrique continueront d’être influencés par l’évolution en cours. En tant que première place mondiale du négoce des matières premières, il est probable que la Suisse sera touchée par les efforts qu’entreprend la Russie pour contourner les sanctions internationales via ses réseaux africains. Les enjeux sont également importants sur le plan diplomatique, en particulier au sein du Conseil de sécurité de l’ONU. Le fait que certains États africains se détournent des principes démocratiques et de l’État de droit placera l’engagement de la Suisse pour la démocratie et les droits de l’homme ainsi que les activités économiques suisses sur le continent devant de nouveaux défis. Enfin, l’instabilité est un terrain fertile pour la migration illégale vers l’Europe. Cette situation peut être sciemment instrumentalisée par des acteurs étatiques de la région, parfois avec l’aide de la Russie.

Les tensions en Afrique peuvent également avoir des répercussions sur la diaspora en Suisse. Elles peuvent se traduire par de violents affrontements publics, comme ceux auxquels la diaspora érythréenne s’est par exemple livrée à plusieurs reprises en Suisse.

Échelle de probabilité



👁️ Que voit le SRC?
 🔮 Que prévoit le SRC?



TERRORISME DJIHADISTE ET ETHNO-NATIONALISTE



DIVERSIFICATION DE LA MENACE EN EUROPE



La menace terroriste demeure élevée en Suisse ; elle s'est même accentuée en 2024. Elle est avant tout marquée par le mouvement djihadiste, plus particulièrement par des partisans de l'« État islamique » ou par des personnes inspirées par la propagande djihadiste.

En 2023, le nombre d'attentats à motivation djihadiste en Europe s'est stabilisé à un niveau bas. L'« État islamique » a revendiqué l'attentat commis le 16 octobre 2023 à Bruxelles, au cours duquel deux personnes vêtues aux couleurs de l'équipe nationale de football suédoise ont été tuées. C'est la première fois depuis l'attentat de Vienne du 2 novembre 2020 que cette organisation terroriste revendique à nouveau un attentat en Europe. L'attentat de Bruxelles a probablement été motivé par les profanations du Coran en Suède. En 2023, le Coran a été profané à plusieurs reprises en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas. Tant l'« État islamique » qu'Al-Qaïda ont ensuite appelé à une revanche violente. Les actes islamophobes ou perçus comme tels ont le potentiel d'inciter partout et à tout moment des personnes fondamentalistes ou motivées par le djihad à commettre des actes de violence.

En Europe, les autorités mènent plus souvent des interventions en raison de soupçons d'activités terroristes contre des islamistes prêts à faire usage de violence. En Suisse aussi, la police est intervenue à plusieurs reprises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (voir le graphique ci-contre).

Il est probable qu'à l'heure actuelle, ni l'organisation centrale de l'« État islamique » ni le noyau dur d'Al-Qaïda ne disposent des capaci-

tés pour réaliser à distance et avec leurs propres ressources des projets d'attentats en Europe. Ces organisations sont plutôt tributaires d'initiatives individuelles de personnes inspirées par le djihadisme. L'État islamique au Khorasan dispose quant à lui de réseaux étendus ainsi que de capacités et de moyens de base qui, bien que limités, peuvent lui permettre de concrétiser ses intentions de commettre des attentats en Europe.

La propagande, plus particulièrement celle de l'« État islamique » mais aussi celle d'Al-Qaïda, continue d'être largement diffusée dans le cyberspace, ce qui favorise les processus de radicalisation et constitue une source importante d'inspiration de la violence. Les sympathisants en Suisse manifestent leur soutien dans les médias sociaux et participent activement à la propagation des idées djihadistes. Ils s'affichent par le biais non seulement d'activités de propagande, mais aussi au moyen d'actions d'appui sur les plans logistique et financier.

ÉLEVÉE, LA MENACE S'EST ACCENTUÉE

L'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza qui lui a fait suite ont déclenché en Europe et en Suisse des réactions antisémites qui ont également donné lieu à des actions violentes d'intensité variable. Sur fond de guerre entre Israël et le Hamas, Al-Qaïda et l'« État islamique » ont de surcroît appelé à attaquer des cibles juives et israéliennes dans le monde entier. Au début de 2024, l'« État islamique » a lancé une campagne de propagande orchestrée à l'échelle internationale dans laquelle l'organisation appelait explicitement à commettre des attentats en Europe. Les partisans se voyaient enjoins de perpétrer des attentats à l'aide de tous les moyens disponibles, même les plus simples ; les synagogues et les églises étaient présentées comme les cibles d'attentat les plus attractives symboliquement, la lutte djihadiste étant avant tout de nature religieuse. Inhabituellement concrètes, les instructions données en vue de commettre des attentats possèdent

un fort potentiel pour inspirer des personnes radicalisées en Europe à perpétrer des actes de violence. De plus, en juillet 2024, l'« État islamique » a revu le statut des auteurs d'actes isolés agissant de manière autonome pour le mettre sur le même plan que celui des combattants qu'il dirige directement. Cette revalorisation ciblée représente une motivation supplémentaire susceptible de favoriser un passage à l'acte. En Suisse, les auteurs de tels actes sont en premier lieu des jeunes radicalisés. L'attaque au couteau perpétrée le 2 mars 2024 par un jeune radicalisé contre un juif orthodoxe à Zurich l'a tragiquement confirmé, tout comme la multiplication exceptionnelle d'interventions policières concernant des mineurs au printemps 2024. Quant au Hamas, il ne dispose pas en Europe d'une infrastructure opérationnelle propre. Cependant, des indices existent quant à des liens entre le Hamas et des personnes qui auraient participé à des préparatifs d'attentats.

Interventions policières contre des islamistes prêts à commettre des actes violents



■ Espace Schengen

ACTES DE VIOLENCE AVEC SOUPÇON DE TERRORISME

🔪 Attaque au couteau

🔫 Attaque armée

INTERVENTION POLICIÈRE

👮 En raison de planification présumée d'attentat terroriste



🔫 Moscou
22.03.2024

👮 Danemark
11.05.2023

🔪 Duisburg
18.04.2023

👮 Allemagne
15.08.2023

🔪 Hartlepool
15.10.2023

👮 Pays-Bas
15.05.2024

🔪 Cologne
11.06.2024

🔪 Solingen
23.08.2024

🔪 Arras
13.10.2023

👮 Belgique
03.05.2024

👮 Autriche
07.08.2024

🔪 Paris
02.12.2023

🔪 Zurich
02.03.2024

🔫 Istanbul
28.01.2024

🔪 Mannheim
31.05.2024

ÉVÉNEMENTS DANS LE DOMAINE DU TERRORISME À MOTIVATION DJIHADISTE DEPUIS DÉBUT 2023

DE NOUVEAUX DÉFIS DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

 Aux yeux des djihadistes, la Suisse fait partie du monde occidental qu'ils estiment hostile à l'islam. Elle représente de ce fait toujours une cible légitime à leurs yeux s'agissant d'attentats terroristes. Cependant, d'autres États restent plus exposés à cette menace, notamment ceux que les djihadistes perçoivent comme proches alliés d'Israël ou comme particulièrement hostiles à l'islam. Les intérêts juifs et israéliens restent exposés, en Suisse également.

Des actes de violence spontanés commis par des individus isolés inspirés par la cause djihadiste recourant à des moyens simples restent le scénario le plus probable en Suisse. Rattacher clairement les auteurs de tels actes à une idéologie ou à une organisation djihadiste est de moins en moins aisé, car ceux-ci agissent de plus en plus fréquemment de manière autonome. Des crises personnelles ou des problèmes d'ordre psychique favorisent de tels actes de violence, qui sont le plus susceptibles d'être dirigés contre des cibles difficiles à protéger telles que les grands rassemblements.

Le conflit au Proche-Orient attise la radicalisation de certains individus et groupes, sans nécessairement qu'il s'agisse de partisans d'une organisation terroriste djihadiste. L'antisémitisme et l'hostilité à l'égard d'Israël constituent un dénominateur commun pour des acteurs

très différents – des extrémistes de droite violents aux djihadistes en passant par les terroristes ethno-nationalistes. Dans ce contexte, il est probable qu'une diversification s'opère en Europe, tant au niveau des acteurs terroristes que des suspects et de leurs motivations. La menace qui émane des acteurs djihadistes typiques de ces dix dernières années devient en revanche encore plus diffuse et plus volatile. Cela place les autorités de sécurité face à d'important défis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et complique les mesures de prévention. L'interdiction du Hamas faciliterait la prise de mesures policières préventives ainsi que la poursuite pénale.

Les détenus incarcérés dans les prisons européennes pour lien avec le terrorisme ainsi que les individus qui se sont radicalisés durant leur détention continuent de représenter des facteurs de risque. Il s'agit par exemple de djihadistes libérés qui reviennent de Syrie ou de prédicateurs radicaux provenant des Balkans occidentaux, une région étroitement liée à la Suisse par le biais de sa diaspora. Après leur sortie de prison, ces individus peuvent retourner dans leur milieu antérieur et continuer à soutenir des activités terroristes ou en développer eux-mêmes. En Suisse aussi, des détenus liés au terrorisme ainsi que des personnes radicalisées se trouvent en prison.

LA MENACE MONDIALE PERSISTE



L'organisation centrale de l'« État islamique » est affaiblie mais elle continue d'opérer en tant qu'organisation clandestine décentralisée et résiliente. Malgré une direction devenue moins forte, l'organisation centrale poursuit toujours un agenda global. Les groupes qui lui sont affiliés agissent de manière toujours plus autonome et poursuivent en premier lieu des objectifs régionaux. L'État islamique au Khorasan dispose par contre de réseaux étendus ainsi que de capacités et de moyens de base qui, bien que limités, peuvent lui permettre de concrétiser ses intentions de commettre des attentats en Europe. Proche de l'État islamique au Khorasan, la nébuleuse médiatique *al-Azaim* joue désormais aussi un rôle de premier plan s'agissant de la propagande de l'« État islamique ».

Depuis la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en août 2021, le noyau dur d'Al-Qaïda dispose certes d'une plus grande marge de manœuvre, mais ses capacités opérationnelles sont limitées. Dans le contexte du conflit au Proche-Orient, ses activités de propagande contre des intérêts occidentaux ont été intensifiées. Il est probable que celles-ci s'inscrivent

dans la stratégie plus offensive du chef ad intérim d'Al-Qaïda, Sayf al-Adel, pour s'affirmer en tant que mouvement djihadiste mondial. Malgré leur orientation en premier lieu régionale, les sous-groupes d'Al-Qaïda ont la volonté et la capacité de commettre des attentats contre des cibles occidentales dans leur zone d'opération.

L'Afrique est un épicode d'activités djihadistes qui font des milliers de victimes chaque année. Des sous-groupes et groupes régionaux affiliés de l'« État islamique » et d'Al-Qaïda sont également actifs sur le continent africain. Ils profitent de la frustration de la population face à la mauvaise gouvernance, à la pauvreté et au manque de perspectives.

La migration influence la menace de deux manières : d'une part, les acteurs djihadistes peuvent profiter des mouvements migratoires pour entrer en Europe, d'autre part, des réfugiés peuvent se radicaliser et passer à l'acte une fois seulement arrivés en Europe. La guerre en Ukraine et les mouvements migratoires qui lui sont liés n'ont pas entraîné d'aggravation directe de la menace terroriste en Suisse.



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le SRC publie deux fois par année sur son site Internet des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et monitoring de sites Internet présentant un contenu djihadiste).

www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité/
Renseignement / Terrorisme)



L'« État islamique » dispose toujours de moyens financiers et de ressources en personnel suffisants pour survivre à long terme comme organisation terroriste clandestine. Sa régénération en Syrie et en Irak dépend en premier lieu du maintien de la pression exercée à son encontre. En Syrie comme en Irak, les camps et les prisons abritent encore une multitude de ses partisans ainsi que des membres de leur famille : ils constituent de ce fait un réservoir pour alimenter les rangs de l'organisation en combattants. Parmi les détenus se trouvent aussi des individus originaires de Suisse. Les partisans de l'« État islamique » provenant d'Europe et qui y reviennent ou qui sont rapatriés dans un pays européen représentent une menace pour la sécurité, car ils disposent peut-être d'une expérience au combat et peuvent pour certains avoir accès à de larges réseaux.

Pour sa part, Al-Qaïda continuera de s'employer à faire avancer l'agenda djihadiste mondial et à gagner la sympathie de personnes motivées par le djihad. Grâce à la poursuite de la guerre à Gaza, sa propagande continue de jouir d'un fort essor. Les plateformes médiatiques officielles d'Al-Qaïda diffusent

régulièrement des appels incitant à des actions violentes aux États-Unis et en Europe ainsi qu'à des attaques contre les intérêts israéliens dans le monde entier.

Même si les intérêts occidentaux ne constituent pas une cible prioritaire pour les sous-groupes et les groupes régionaux affiliés à l'« État islamique » et à Al-Qaïda, des enlèvements de ressortissants d'États occidentaux ou des attentats contre des intérêts occidentaux restent possibles à tout moment. Des ressortissants, des organisations et des entreprises suisses peuvent par conséquent être victimes d'actes terroristes dans les zones d'opération de ces groupes.

Il est extrêmement improbable que la migration au niveau mondial diminue. À plus long terme, elle aura également des répercussions sur la politique de sécurité dans le domaine du terrorisme. Ainsi, il est plutôt probable que le nombre d'acteurs terroristes et de personnes suspectées de terrorisme dont l'intégration dans les sociétés occidentales a échoué aille en augmentant.

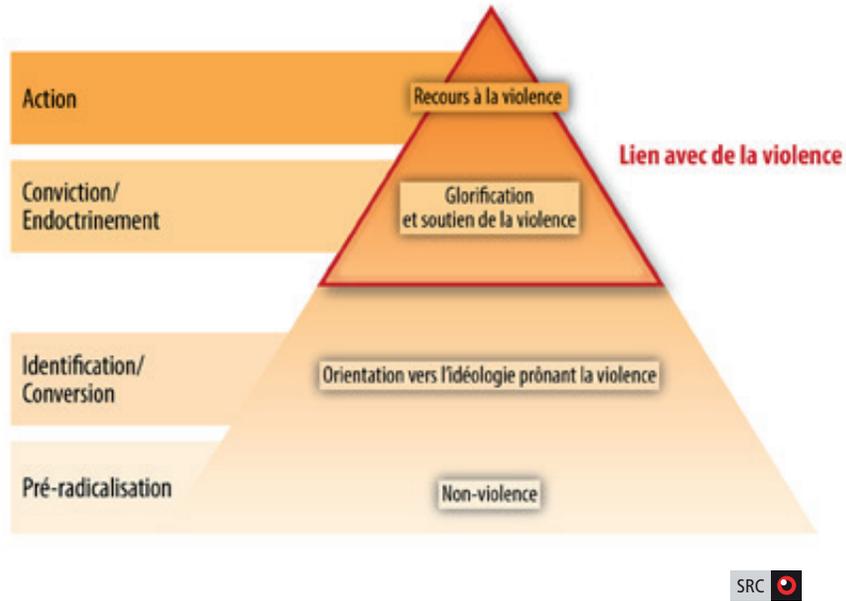
RADICALISATION DE MINEURS SUR INTERNET



Le thème de la radicalisation de mineurs occupe de plus en plus les services de renseignement européens, bien que ce phénomène ne soit pas entièrement nouveau. Dans le domaine du terrorisme djihadiste, les mineurs se radicalisent dans de nombreux cas en ligne et, comparativement aux adultes, souvent en très peu de temps. La fascination pour la violence joue généralement un rôle plus important que l'idéologie elle-même, les mineurs étant souvent idéologiquement

flexibles. Les réseaux sociaux tels que Tiktok, Instagram et Telegram ainsi que les prédicateurs d'obédience salafiste actifs en ligne jouent un rôle central dans le processus de radicalisation. Les réseaux sociaux sont facilement accessibles aux mineurs, et le sont souvent librement. Ils permettent d'entrer en contact avec d'autres mondes, facilitent les échanges avec des personnes partageant les mêmes idées et favorisent la formation de réseaux virtuels au-delà des frontières. Les prédicateurs en ligne

Processus de radicalisation



s'adressent de manière ciblée à des jeunes qui sont en quête de sens et recherchent des réponses à des questions religieuses ou des préoccupations du quotidien. En proposant des contenus adaptés à ce public et en les présentant de manière attractive, ils abaissent le seuil d'entrée qui mène à des modes de pensée extrémistes. Ce faisant, ils préparent le terrain afin que les mineurs soient réceptifs à la propagande en ligne des organisations djihadistes. En Suisse, le SRC a identifié plusieurs cas de mineurs qui se sont radicalisés en ligne.

 La diffusion et la consommation de propagande djihadiste dans le cyberspace persisteront et contribueront à la radicalisation de mineurs notamment. L'exposition constante à la propagande djihadiste peut radicaliser des jeunes, en particulier s'ils sont socialement isolés ou psychologiquement instables, et les inciter à recourir à la violence. Il est ainsi probable que le nombre de mineurs et de jeunes

suspects, voire de mineurs et de jeunes passant à l'acte, connaisse une augmentation. L'appréciation individuelle du risque posé par un mineur pose des défis aux autorités, car, quête d'identité propre à l'adolescence oblige, il est souvent difficile d'évaluer le sérieux de ses déclarations.

Identifier les signes d'une radicalisation à temps et y remédier de manière préventive exige une collaboration entre diverses institutions, en particulier dans le domaine scolaire et social ainsi qu'avec la police de proximité. En effet, chez les mineurs en particulier, ce type de processus se caractérise par un développement rapide.

PKK



En tant que principal représentant des Kurdes et de leur région autonome du nord-est de la Syrie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mène en Europe une lutte majoritairement non violente pour la reconnaissance de l'identité kurde dans les régions kurdes de Turquie, de Syrie et d'Iran. En Suisse comme ailleurs, le PKK collecte des fonds clandestinement, fait de la propagande et organise des camps d'entraînement. Il endoctrine des jeunes et recrute des personnes de façon ciblée pour en faire de futurs cadres et les envoyer au front contre l'armée turque. Les associations culturelles prennent en charge les réfugiés kurdes nouvellement arrivés et tentent de les instrumentaliser à des fins partisans. Le PKK travaille ponctuellement avec des personnes issues des milieux d'extrême gauche violents.

Le PKK restera fidèle à l'objectif qu'il s'est fixé de longue date consistant à se voir retiré de la liste des organisations terroristes de l'UE. C'est pourquoi il s'en tiendra, malgré quelques protestations violentes isolées et des tensions potentielles, à son principe de renoncement à la violence en Europe. Le PKK poursuivra aussi ses activités clandestines. Dans le cas d'une aggravation de la situation dans le nord de la Syrie et dans le nord de l'Irak ou d'événements inattendus ayant un lien avec le PKK, il est probable que son activisme s'intensifie par moment en Europe et en Suisse. Les représentations turques et les établissements tels que les locaux d'associations et les mosquées constituent des cibles potentielles pour le PKK.

HEZBOLLAH

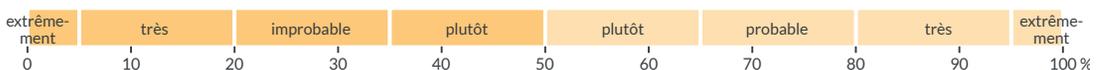


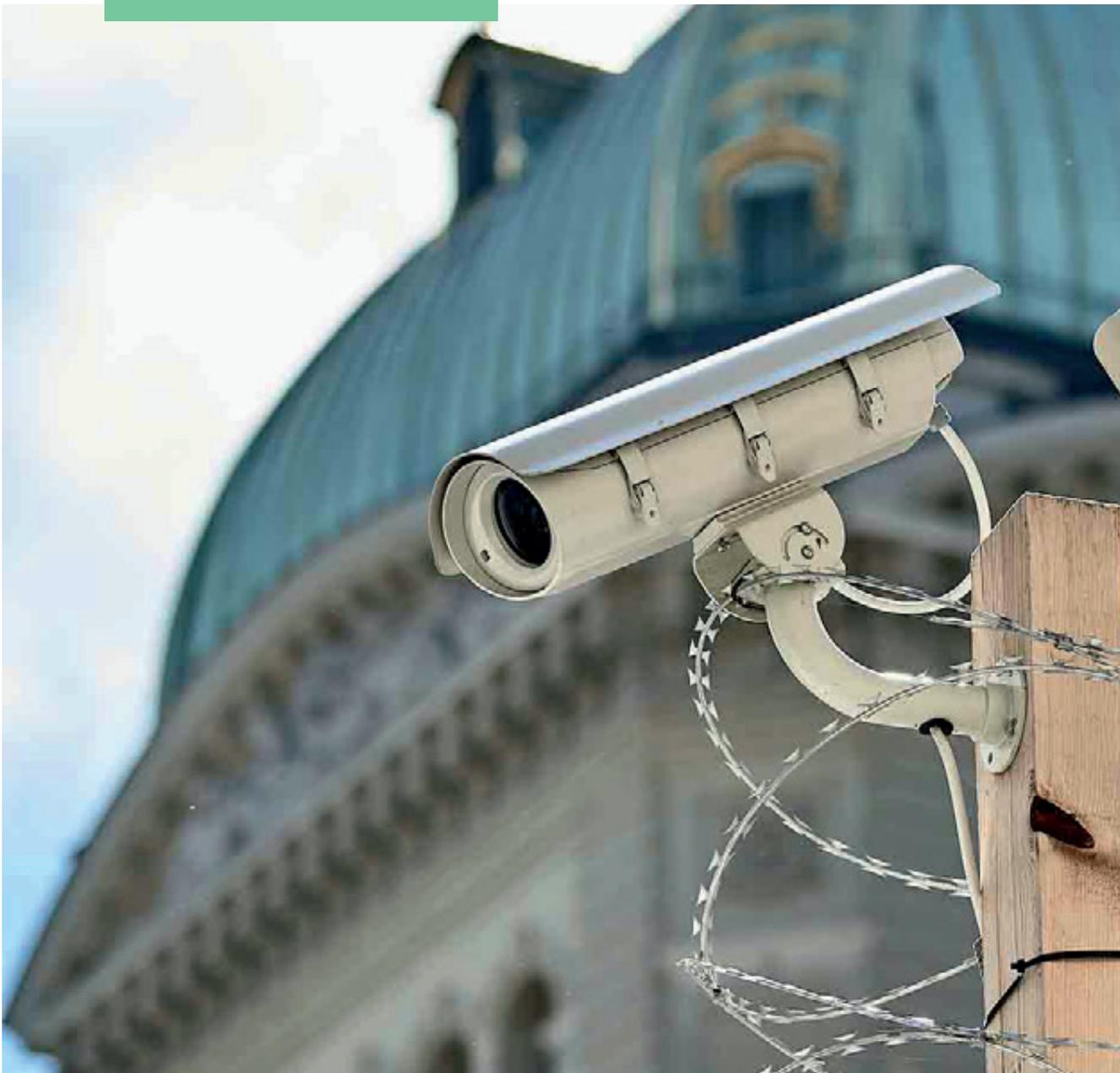
La menace que représente le Hezbollah libanais en Europe résulte des conflits entre Israël et le Hezbollah, d'une part, entre l'Iran et les États que ce pays considère comme hostiles, d'autre part. S'il l'estime nécessaire, le Hezbollah veut être prêt à frapper ses ennemis de manière asymétrique. En ce qui concerne la Suisse, l'organisation entretient au sein de la diaspora chiite libanaise un réseau de quelques dizaines de personnes qui la soutiennent. Ce soutien pourrait, pour certaines d'entre elles, se traduire par un appui à une action terroriste.



L'étendue de la menace qui émane du Hezbollah libanais pour l'Europe, et donc pour la Suisse, dépend en premier lieu de la situation politico-militaire au Proche et au Moyen-Orient. La guerre en cours et ses développements pourraient, du point de vue du Hezbollah, justifier un attentat contre des citoyens ou des intérêts d'États considérés comme hostiles à l'extérieur du Proche et du Moyen-Orient.

Échelle de probabilité





EXTRÉMISME VIOLENT



MENACE ÉMANANT DES MILIEUX EXTRÊMISTES VIOLENTS



Les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche violents poursuivent leurs activités comme à l'accoutumée. La menace qui émane des membres violents de ces deux milieux s'est stabilisée à un niveau élevé.



Les thématiques de mobilisation ne manquant pas, les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche violents vont continuer de s'intéresser à l'actualité et vont planifier leurs activités en conséquence. Il est très probable que les groupes établis ne changeront ni de tactique ni de stratégie.

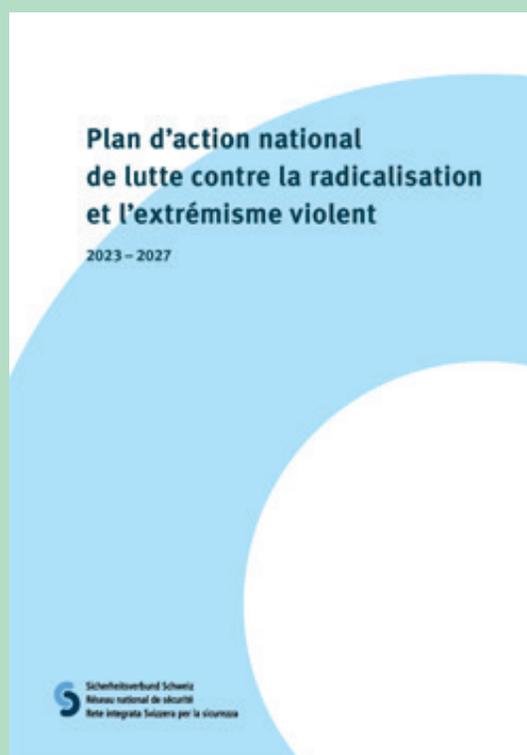
Il est de même très probable que les milieux d'extrême gauche violents maintiendront la thématique de l'antifascisme au sens large du terme en tête de leur agenda, parallèlement à la solidarité avec la cause kurde. Comme les années précédentes, les grands conflits internationaux, à l'instar du Proche-Orient ou de l'Ukraine, demeureront des thématiques secondaires. Le potentiel de violence de ces milieux reste constant. Ils sont capables de mobiliser de façon spontanée et n'hésitent pas à commettre des excès de violence, par exemple contre les forces de l'ordre. Leurs actions servent principalement à attirer l'attention. Ils ne parviendront cependant pas à déstabiliser la démocratie et ses principes fondamentaux, à exclure leurs ennemis des débats politiques ou à transformer profondément l'État de droit.

Les milieux d'extrême droite violents poursuivront leurs activités comme ces dernières années. Leurs rencontres sont la plupart du temps clandestines et ont lieu à l'abri des regards du public. À l'inverse, certains groupes continueront à prendre ouvertement position sur des thèmes politiques d'actualité et tenteront d'imposer leurs idées dans le débat institutionnel, sans toutefois parvenir à y exercer une

influence majeure. L'usage de la violence restera une mesure défensive, par exemple dans le cas d'attaques physiques par des membres des milieux antifascistes violents. Il est connu que les membres de l'extrême droite violente suisse entretiennent des contacts étroits avec leurs homologues des pays voisins. Suite à une série d'interdictions de groupes d'extrême droite allemands, il est très probable que des membres de ces groupes réfléchissent à transférer une partie de leurs activités en Suisse, où de telles interdictions ne sont actuellement pas possibles. Le SRC, en partenariat avec les polices et les autorités cantonales, l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations et ses services partenaires à l'étranger veille à ce qu'un tel transfert d'activités soit identifié et si possible empêché. À cet effet, il est fait recours à des mesures d'éloignement et des interdictions d'événements spécifiques.

PLAN D'ACTION NATIONAL

Les mineurs qui consultent de façon répétée de la propagande djihadiste, en particulier s'ils sont socialement isolés ou psychologiquement instables, peuvent se radicaliser et se voir inspirés à recourir à la violence. Détecter les processus de radicalisation à un stade précoce et les contrer de manière préventive est une tâche commune. La coopération entre les acteurs étatiques et la société civile est importante. Le deuxième plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent est un instrument central à cet égard. Élaboré sous la direction du Réseau national de sécurité, le plan d'action national est entré en vigueur en 2023 et doit être mis en œuvre jusqu'en 2027. Il est consacré à toutes les formes d'extrémisme violent. Un accent particulier est mis sur la prévention de la radicalisation des jeunes et sur l'utilisation critique d'Internet et des médias sociaux. Au total, onze mesures dans quatre champs d'action doivent être mises en œuvre de manière interdisciplinaire et interinstitutionnelle afin d'atteindre une efficacité maximale.



<https://www.svs-rns.ch/fr/plan-daction-national>

TERRORISME À MOTIVATION D'EXTRÊME DROITE ET RADICALISATION DE MINEURS

Le phénomène – un exemple fictif: Votre adolescent de quinze ans passe tout son temps libre sur son ordinateur, son téléphone portable ou sa console de jeu vidéo. Il y a quelques mois, il vous a déclaré qu'il voulait arrêter l'école parce que ses camarades de classe le harcèlent. Pour Noël, il a demandé une imprimante 3D et insiste pour se laisser pousser les cheveux afin qu'il puisse porter une coupe au bol. Si vous intervenez parce que ses notes à l'école ont fortement baissé, que ses loisirs se déroulent essentiellement dans le cyberspace et qu'il manque de contacts avec des jeunes de son âge, il s'énerve et vous traite de « PNJ » (personnage non joueur ou Non-Playable Character, NPC).



Depuis 2019, le SRC constate, à l'instar de tous les services de renseignement occidentaux, l'émergence d'une idéologie d'extrême droite, l'accélérationnisme, dont le but est d'inciter ses partisans à commettre des actes terroristes. Rendue populaire par l'ouvrage *Siège* de James Mason, cette idéologie a été reprise par de nombreux groupes en ligne tels que l'Atomwaffen Division. Elle part du principe que les gouvernements occidentaux sont profondément corrompus et agissent contre les intérêts de la « race blanche ». Du point de vue accélérationniste, le multiculturalisme et la démocratie amènent le système politique actuel à l'échec et à une guerre raciale imminente, rendant un effondrement de la société inévitable. Les partisans de telles thèses pensent qu'il est nécessaire de faire usage de violence contre le système afin d'accélérer son effondrement.

Propagée en ligne principalement, cette idéologie joue un rôle prépondérant en particulier lors de la radicalisation de mineurs. Elle a déjà inspiré plusieurs actions violentes dans le monde,

et a tout au moins joué un rôle dans la préparation de tels actes, cela en Suisse également. Le scénario qui risque le plus de se concrétiser est celui d'une jeune personne munie d'armes ou d'explosifs de sa propre fabrication qui se rendrait dans un lieu public, par exemple une école, pour tenter d'y faire un maximum de victimes.

Des textes de référence sont échangés dans les cercles restreints des milieux accélérationnistes. Il s'agit de manifestes rédigés par des auteurs d'actes de violence, de livres d'auteurs d'extrême droite ou de publications créées et partagées dont le ou les auteurs sont anonymes. Ces publications servent à l'endoctrinement, mais elles contiennent aussi des explications très précises portant sur la fabrication d'armes, la production d'explosifs, la clandestinité et le choix de cibles pour des attaques.

Les milieux accélérationnistes et leurs partisans sont reconnaissables à leur utilisation de codes et d'une esthétique spécifique. La *fashwave* par exemple, qui recourt majoritairement au violet et au turquoise fluorescents, est un indicateur d'un intérêt pour les idées accélérationnistes, comme le sont la reprise de l'icônologie de saints appliquée à des auteurs de tueries de masse, l'utilisation de mèmes avec des figures telles que Pepe la grenouille ou l'emploi de symboles néo-nazis.



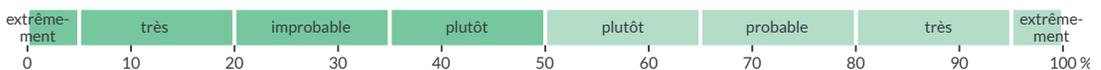
Le nombre de cas de radicalisation accéléracionniste va continuer à augmenter dans les pays occidentaux, et en Suisse aussi. Comme dans l'exemple fictif, les signes de radicalisation demeureront diffus et nécessiteront une attention particulière pour être perçus et décelés à temps. Des difficultés d'intégration sociale et du mobbing à l'école resteront souvent des éléments pouvant déclencher une fuite dans une réalité virtuelle où les jeunes se sentent entendus et compris. En quête de leur identité, ils restent particulièrement influençables du fait de leur jeune âge, et représentent de ce fait des candidats de choix pour une radicalisation accéléracionniste.

C'est en majorité sur Internet, sur les réseaux sociaux et sur des plateformes de jeux violents en ligne que les premiers contacts avec l'idéologie accéléracionniste et le début de l'endoctrinement continueront de s'opérer. Les potentiels auteurs d'actes violents s'inspireront d'un mélange ou de fragments d'idéologies d'extrême droite violentes qu'ils trouvent sur ces sites, en particulier dans Siege ou des écrits accéléracionnistes. Mais ils se tourneront aussi vers d'autres sources d'inspiration comme le communisme, le djihadisme ou le survivalisme. Il est parfois difficile de relier clairement un cas à une idéologie. De telles attirances vont parfois de pair avec une fascination pour les auteurs de tueries de masse comme Anders Breivik (2011, Norvège), Brenton Tarrant (2019, Nouvelle-Zélande) ou Dylann Roof (2015, États-Unis) – c'est en l'occurrence la coupe de cheveux de ce dernier que l'adolescent de l'exemple fictif ci-avant veut imiter.

Une radicalisation de ce type se reconnaît également à un langage spécifique. L'abréviation PNJ, par exemple, provient du monde des jeux vidéo. Elle désigne une figure qui interagit avec les personnages du jeu mais qui, contrairement à eux, ne peut pas assumer de rôle. Cette appellation se veut insultante et elle vise à rabaisser l'interlocuteur en le considérant comme sans importance, sans intérêt et sans personnalité.

Détecter de tels cas à temps représente un défi de taille, cela non seulement pour les services de renseignement, mais aussi pour les parents, les écoles, les services sociaux, les autorités de poursuite pénale et toutes les autres institutions en contact régulier avec des adolescents. Compte tenu de l'augmentation de la menace, une sensibilisation de tous ces partenaires à ce phénomène est une priorité. Il s'agit d'éviter de sous-estimer les indices de radicalisation et leurs conséquences potentiellement violentes.

Échelle de probabilité



👁️ Que voit le SRC?
 🔮 Que prévoit le SRC?



PROLIFÉRATION



RUSSIE



La Russie s'est préparée au fait que son économie devra alimenter une guerre pour les années à venir. Elle a réorienté son industrie afin de produire le matériel nécessaire à la poursuite de la guerre contre l'Ukraine. La production a nettement augmenté, et l'industrie de l'armement russe fonctionne pratiquement 24 heures sur 24. L'usure des machines et des pièces de rechange s'étant très fortement accrue, la Russie continue d'acquérir sans relâche des biens faisant l'objet de sanctions dans les États occidentaux. Il s'agit aussi bien de biens à double usage pouvant servir à fabriquer des armes de précision et des systèmes d'armes que de consommables et de matériel d'entretien ordinaires. Il est toutefois devenu plus difficile d'acquérir les biens nécessaires au maintien de l'industrie russe. Combinées à l'urgence des besoins, ces difficultés représentent un défi de taille pour la Russie.

La Russie s'approvisionne en biens faisant l'objet de sanctions par le biais d'entreprises privées dans des États tiers, en particulier la Turquie, la Serbie, l'Inde, les pays d'Asie centrale et la Chine. Elle a mis en place des réseaux spécifiques pour acquérir des biens à double usage soumis à autorisation ainsi que du savoir dans le domaine des nouvelles technologies. Plus complexes que par le passé, ces réseaux sont rapidement remplacés lorsqu'ils sont découverts. Le pays semble disposer de suffisamment de moyens financiers et de personnel pour entretenir et renouveler ces mécanismes d'acquisition, ce qui constitue un défi majeur pour le contrôle suisse des exportations. En effet, les destinataires finaux de biens à double usage soumis à autorisation sont parfois difficiles à démasquer lorsqu'ils sont faussement déclarés comme étant domiciliés dans des États tiers. Il est par ailleurs impossible de contrôler intégralement tant l'ensemble des destinataires de biens non soumis à autorisation que la revente de composants usagés dans des États tiers ne faisant pas l'objet de sanctions.

Face à cette situation, le SRC a la possibilité, parallèlement à des mesures opérationnelles, de sensibiliser les entreprises installées en Suisse qui fabriquent des produits dont la Russie a impérativement besoin pour assurer le bon fonctionnement de son industrie de l'armement. Dans leur cas, la vigilance est de mise face à de nouveaux clients implantés dans des États tiers critiques ou lorsque des clients existants passent commande de quantités largement supérieures à la normale.



Il ne faut pas s'attendre à ce que la Russie amoindrisse ses efforts pour acquérir des biens occidentaux, et il est à prévoir qu'elle recourra à d'autres États tiers encore pour s'approvisionner : tous ceux qui ne participent pas aux sanctions prises contre la Russie sont susceptibles de rejoindre cette liste. La Russie collabore davantage avec l'Iran et la Corée du Nord, deux pays qui possèdent une longue expérience en matière de sanctions et qui poursuivent malgré tout avec succès leurs programmes d'armement. Elle présente une capacité d'adaptation au moins équivalente à celle de ces deux pays, et leur collaboration repose sur des intérêts mutuels.

La Chine a un rôle particulièrement important à jouer. Bien que, officiellement, elle ne veuille pas s'opposer aux États occidentaux, elle poursuit avant tout ses propres intérêts économiques et politico-sécuritaires. En tant que fournisseur de biens et de composants électroniques divers, qu'elle produit en partie elle-même, elle occupe une position cruciale. Le marché intérieur chinois est gigantesque et se prête idéalement au contournement des sanctions.

Cette situation représente un immense défi pour le contrôle suisse des exportations. La perte d'influence des régimes internationaux de contrôle des exportations n'arrange rien à l'affaire et soulève la question de nouveaux mécanismes.

CORÉE DU NORD



En 2023, la Corée du Nord a réalisé plusieurs percées majeures dans le cadre de ses programmes de missiles et d'armes nucléaires. Elle a mené cinq tests de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), ce qui représente un record au cours d'une même année. Trois types d'ICBM ont été testés à ces occasions. Les plus de quarante tests de missiles effectués concernaient en particulier des systèmes à carburant solide, un domaine dans lequel la Corée du Nord a accompli d'importants progrès technologiques avec l'ICBM Hwasong-18. Les missiles balistiques intercontinentaux à carburant solide présentent des avantages opérationnels notables en comparaison du même type de missiles à carburant liquide, notamment sur le plan de la capacité de survie et de réaction. Ils accroissent ainsi le potentiel militaire nord-coréen. Cette année, la Corée du Nord met l'accent sur des systèmes de courte et moyenne portée à carburant solide.

Après plus de dix ans de construction, un nouveau réacteur nucléaire a été mis en service au sein du complexe nucléaire de Yongbyon. Ce réacteur à eau légère constitue une étape

majeure en matière de développement d'un sous-marin à propulsion nucléaire, qui est un objectif affiché. Il a en outre le potentiel de doubler la production de plutonium, dont la Corée du Nord a un besoin urgent.



Les succès des programmes d'armement stratégiques et le nouveau rôle de la Corée du Nord en tant que fournisseur d'armements de la Russie, superpuissance nucléaire, conforteront le régime dans sa décision de ne toujours pas chercher à conclure un accord avec les États occidentaux. Elle fera le maximum pour accroître la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires, poursuivra l'opérationnalisation des systèmes de vecteurs et étendra celle-ci à des systèmes de plus grande portée. De son côté, la Corée du Sud réagira à l'augmentation de la puissance militaire de son voisin en investissant massivement dans le domaine des missiles balistiques. La menace réciproque de frappes préventives et l'opérationnalisation croissante des systèmes de vecteurs nord-coréens augmentent le risque d'une escalade involontaire, mais lourde de conséquences, dans la péninsule coréenne.

IRAN

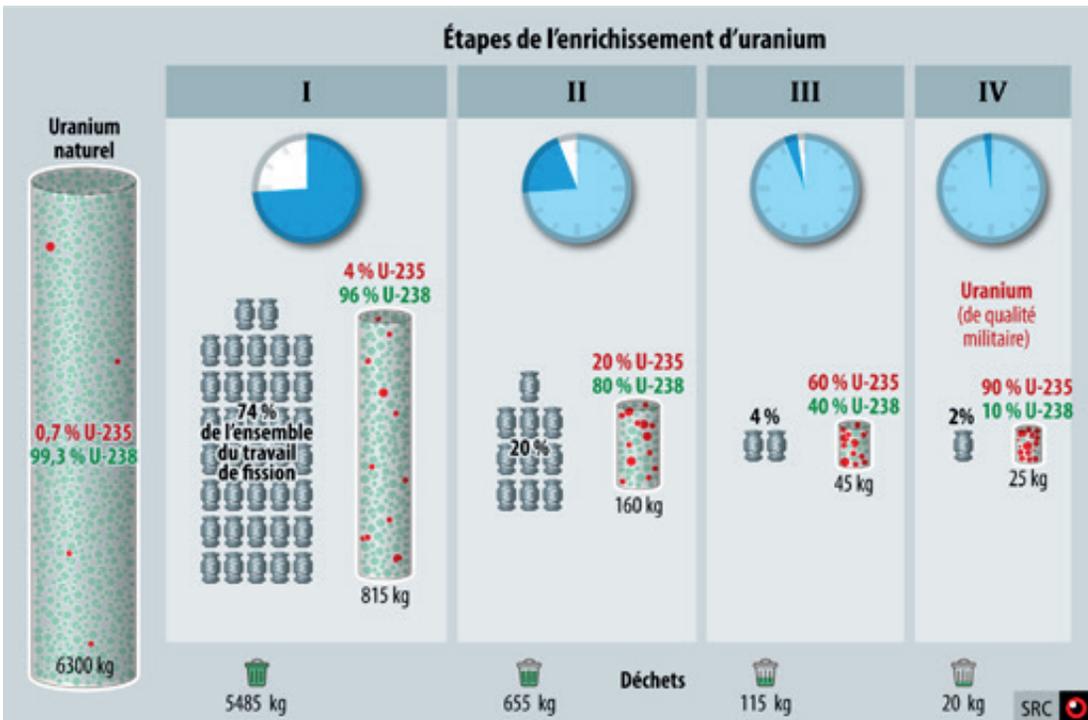


Dans le dossier nucléaire iranien, le jeu d'équilibriste entre escalade et diplomatie se poursuit. En 2023, l'Iran a renoncé à des mesures drastiques comme la production d'uranium de qualité militaire ou l'installation d'une multitude de centrifugeuses modernes permettant d'enrichir l'uranium. Témoinnant d'une volonté de négocier dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium, ces gestes symboliques temporaires ont toutefois pâti de la guerre à Gaza. En 2024, l'Iran a installé des centrifuges modernes supplémentaires à Fordo et lancé la production d'uranium hautement enrichi. Le pays a par ailleurs annoncé un nouvel agrandissement des usines d'enrichissement de Fordo et de Natanz. La coopération entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est détériorée : les feuilles de route sont restées lettre morte, les questions primor-

diales relatives aux garanties n'ont pas été réglées, et des inspecteurs chevronnés se sont vu retirer leur accréditation. En parallèle, l'Iran a continué à améliorer sa position en matière de technique comme d'infrastructure afin de pouvoir produire d'importantes quantités d'uranium hautement enrichi en très peu de temps au sein de structures protégées contre les attaques aériennes. En d'autres termes, l'Iran se prépare à lancer un programme d'armes nucléaires. Le pays pourrait produire suffisamment d'uranium de qualité militaire en quelques jours, mais il est probable qu'il lui faille encore au moins un an pour construire une arme fonctionnelle.

Après deux décennies de sanctions internationales dirigées contre son programme nucléaire, l'Iran a fortement réduit sa dépendance vis-à-vis des États occidentaux eu égard à plusieurs

Enrichissement progressif de l'uranium naturel en uranium de qualité militaire



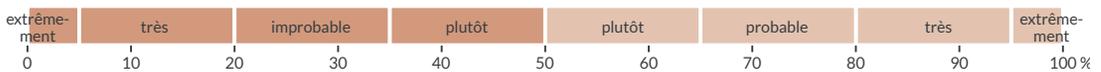
technologies clés. La Suisse a elle aussi perdu en importance en tant que cible de tentatives d'acquisition iraniennes. Le contrôle multilatéral des biens n'est, dans l'ensemble, plus décisif pour empêcher l'Iran de construire une arme nucléaire.



Une percée diplomatique dans le dossier nucléaire iranien est très improbable. Même des accords informels limités deviennent moins probables. Bien qu'aucun camp n'ait d'intérêt à ce que la situation s'envenime, le conflit actuel au Proche-Orient et les livraisons d'armes iraniennes à la Russie compliquent toute démarche de relâchement des tensions.

L'orientation stratégique de l'Iran sur ses pays voisins et la Chine deviendra plus concrète. La collaboration militaire avec la Russie se poursuivra, et il est même plutôt probable qu'elle se développe. Les dirigeants politiques iraniens seront de plus en plus convaincus que l'économie du pays peut se passer d'un accord avec les États occidentaux. Dans ces circonstances, la pression qui pèse sur les États-Unis et Israël augmente pour qu'ils dissuadent le régime iranien de réaliser un programme nucléaire militaire en brandissant une menace crédible de réaction militaire. Cette dissuasion militaire risque cependant de constituer en elle-même une menace extérieure existentielle susceptible de pousser l'Iran à mettre en œuvre un programme nucléaire militaire.

Échelle de probabilité





ESPIONNAGE



MENACE LIÉE À L'ESPIONNAGE EN GÉNÉRAL



L'espionnage reste un instrument privilégié pour acquérir des informations et en tirer un avantage. Il s'agit d'une part d'accéder à des renseignements quant à la situation économique, politique et politico-sécuritaire, et d'autre part d'obtenir des informations quant aux intentions et aux capacités d'acteurs aussi bien étatiques que non étatiques, en particulier dans le domaine des technologies et des connaissances de pointe. Les services de renseignement consacrent en général une part considérable de leurs moyens à espionner, mais aussi à se défendre contre leurs principaux adversaires et à déjouer les menaces les plus imminentes. Leurs activités dépendent donc fortement de la situation.

Ce sont les services de renseignement des grandes puissances qui mènent le jeu. Ces dernières, conscientes de leur emprise et nourries par des ambitions mondiales, visent à en apprendre le plus possible sur les acteurs qui jouent un rôle prépondérant dans le contexte international. Leurs cibles sont multiples et comprennent notamment des États, des entreprises, des organisations non gouvernementales et des partis politiques, ainsi que des organisations terroristes et des groupes extrémistes violents dans leur propre pays comme à l'étranger. Outre des adversaires étatiques et non étatiques, des concurrents économiques, politiques et militaires, mais aussi des alliés, peuvent également être visés. Les grandes puissances consacrent d'énormes moyens à ces fins et exploitent des réseaux techniques et humains dans le monde entier. Elles possèdent en règle générale plusieurs services de renseignement qui emploient des dizaines de milliers, voire plusieurs centaines de milliers de personnes.

Les moyens dont disposent les services de renseignement des autres États, dont ceux des puissances régionales, ou des acteurs non étatiques sont souvent beaucoup plus faibles. Leur ampleur

varie toutefois fortement. Eu égard à leurs moyens plus limités, ces services de renseignement focalisent leurs activités sur leurs principaux adversaires étatiques et les acteurs non étatiques qui menacent directement la sécurité ou le pouvoir politique de l'État dont ils relèvent. Dans les États autoritaires, la liste des adversaires non étatiques s'étend à des activistes, des opposants politiques ainsi qu'à des journalistes, cela tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Comme une multitude de cibles intéressantes se trouvent en Suisse, notre pays attire des services de renseignement du monde entier. Parmi ces cibles figurent notamment les organisations internationales ainsi que les institutions de recherche et les entreprises de premier plan sises en Suisse. La menace liée à l'espionnage reste donc élevée. De nombreux services possèdent, sur sol suisse, des antennes clandestines. Ces « résidences » sont généralement exploitées au sein des représentations diplomatiques. Des indices suggèrent par ailleurs que les grands services de renseignement surtout possèdent des sociétés écrans en Suisse.

Les services russes et chinois ont les capacités et l'intention de diriger leurs activités aussi bien contre la Suisse que contre des entités étrangères en Suisse. Quant aux services d'autres pays, ils se concentrent généralement sur leurs principaux concurrents et adversaires, ceci également sur notre territoire. Dans le cas d'États, ce sont les représentations diplomatiques et les filiales d'entreprises qui sont visées, mais également des membres de groupes extrémistes violents, des opposants, des activistes, des journalistes et des politiciens, que ces personnes soient établies en Suisse ou qu'elles ne s'y trouvent que pour une courte durée. À cet égard, la Suisse n'est souvent que le théâtre de telles activités et non la cible à proprement parler. Le fait qu'elle abrite certaines institutions de l'ONU et d'autres organisations

internationales et qu'elle accueille d'importantes conférences et rencontres internationales contribue à cette situation.

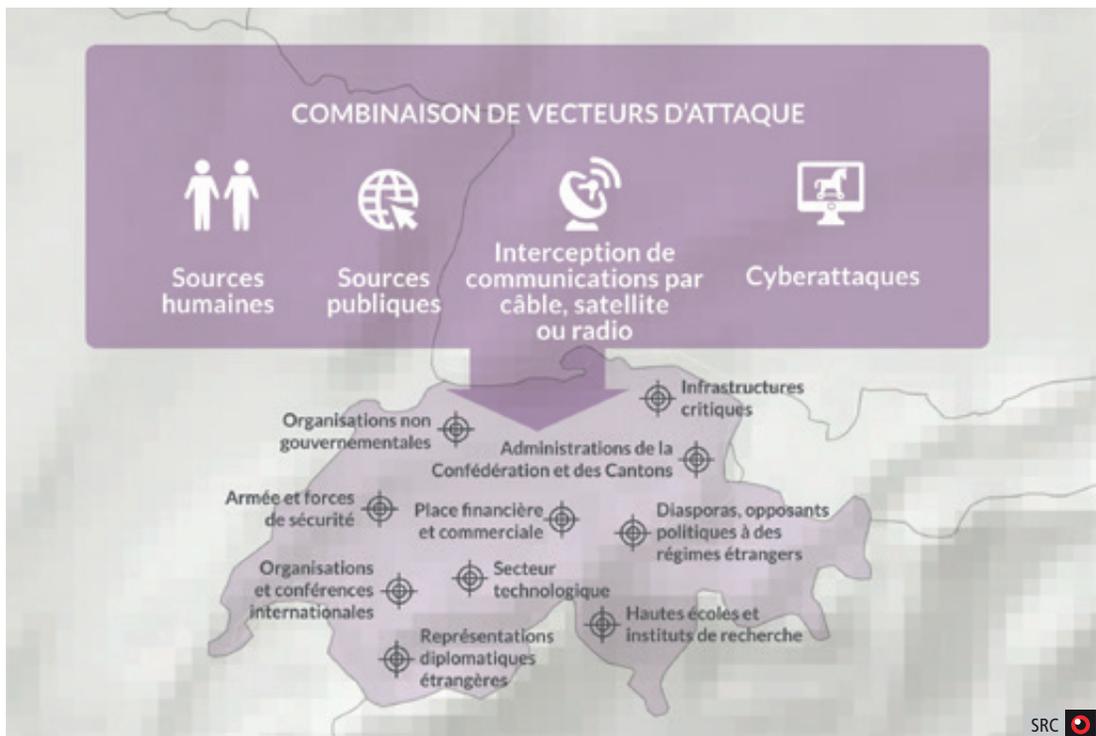
 L'espionnage ainsi que les autres activités de renseignement ne changeront pas fondamentalement. Le vaste besoin d'informations mentionné ci-dessus restera constant, et il en va de même pour les méthodes d'espionnage. Pour la Suisse, trois développements peuvent être identifiés :

- La Suisse fait l'acquisition de nouveaux armements modernes. Il est extrêmement probable que ceux-ci présentent un grand intérêt pour une multitude d'acteurs, qui entreprendront des tentatives d'espionnage.
- La numérisation entraîne une nouvelle hausse des possibilités d'exploration technique, notamment en ce qui concerne l'infiltration dans des réseaux et des équipements. Les orga-

nisations publiques et privées qui traitent des données sensibles représentent des cibles particulièrement attrayantes. Encore trop souvent sous-estimée, cette menace est favorisée par la tendance à l'externalisation des prestations à des organisations parfois mal protégées, ainsi que par la pression exercée pour que des données soient stockées dans le cloud.

- Il est probable que les fronts entre les grandes puissances et les puissances régionales se durcissent encore et que les services de renseignement se montrent dès lors encore plus offensifs et agressifs, allant parfois même jusqu'à s'affronter entre eux – y compris en Suisse.

Dans ces circonstances, la Suisse reste un terrain privilégié pour l'espionnage et d'autres activités de renseignement. Le fait que le dispositif de lutte contre l'espionnage y soit moins développé en comparaison d'autres pays européens joue toutefois aussi un rôle.



MENACE ÉMANANT DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT RUSSES



Pour la Suisse, la principale menace liée à l'espionnage émane actuellement des services de renseignement russes. L'agressivité de la politique extérieure et de la politique de sécurité de la Russie se reflète aussi dans ses activités de renseignement : en Suisse, celles-ci visent des ressortissants et des organisations tant suisses qu'étrangers. Mais les ressortissants suisses sont aussi ciblés par l'espionnage russe à l'étranger.

Les activités en question vont au-delà de l'espionnage ; elles consistent à diffuser de la propagande, à exercer clandestinement de l'influence et à acquérir des biens faisant l'objet de sanctions. Le SRC a connaissance de certaines parties des réseaux utilisés à ces fins, lesquels impliquent également des citoyens suisses. Les démarches visant à l'acquisition de renseignements se font via des réseaux de sources humaines et à l'aide de moyens cyber.

Les services russes se servent régulièrement, et depuis des années, d'infrastructures informatiques basées en Suisse pour attaquer des cibles en Suisse comme à l'étranger. En Suisse, ces cyberattaques sont surtout utilisées pour espionner, mais les auteurs peuvent aussi agir à des fins de sabotage, de manipulation et de désinformation à l'encontre de cibles étrangères. La Russie, comme d'autres États, a développé ses moyens offensifs dans le domaine cyber tant en renforçant ses propres capacités qu'en coopérant avec des groupes non gouvernementaux.

Pour mener des cyberattaques, les unités spécialisées des services de renseignement russes ont mis en place un réseau international de serveurs, routeurs et autres équipements, notamment en Suisse. Elles utilisent ces serveurs pour envoyer des logiciels malveillants, pour prendre le contrôle d'ordinateurs, pour stocker

et transférer des données volées et communiquer avec d'autres parties de l'infrastructure d'attaque. Les services de renseignement profitent du fait que ces appareils, en plus d'être en permanence en ligne, sont souvent mal protégés et non surveillés.

Les attaquants commandent et contrôlent normalement ces serveurs via un accès à distance. Pour ce faire, ils louent un serveur auprès d'un fournisseur d'hébergement sous une fausse identité, ou piratent un serveur existant et prennent le contrôle de celui-ci.

Outre le cyberespionnage, une proportion considérable des informations obtenues en Suisse le sont à l'aide de sources humaines. Les représentations diplomatiques russes constituent un instrument privilégié à cette fin.

Les officiers de renseignement russes ne se dissimulent pas uniquement derrière des identités de diplomates et de membres du personnel administratif et technique des représentations diplomatiques. Ils se présentent également comme journalistes, fonctionnaires d'organisations internationales, touristes, ou encore employés de filiales d'organisations étatiques russes ou proches de l'État russe sises en Suisse.

Les nombreuses expulsions d'officiers de renseignement russes sous couverture diplomatique en Amérique du Nord et en Europe n'ont pas entraîné d'augmentation des effectifs des résidences en Suisse. Les officiers accrédités dans notre pays n'ont pas non plus été remplacés par des personnes expulsées ailleurs.



Les services de renseignement russes demeurent une partie intégrante et essentielle du système de pouvoir russe. En plus de rechercher et de traiter des informations, ils assument une multitude d'autres tâches jugées importantes par le gouvernement russe : assurer la stabilité politique du pays, mener des actions de sabotage à l'étranger, éliminer des concurrents menaçants, contrôler des entreprises stratégiques en Russie et à l'étranger et agir en fonction des intérêts de la politique étrangère du pays.

La Suisse reste un terrain d'action privilégié pour les services russes. Il est dès lors très probable que les menaces liées à l'espionnage et aux attaques dans le cyberspace augmenteront. Par ailleurs, l'infrastructure informatique en Suisse continuera d'être détournée pour perpétrer des attaques dans notre pays comme à l'étranger.

Les résidences russes en Suisse comptent parmi les plus grandes en Europe, du fait entre autres de la présence de nombreuses organisations internationales sur sol suisse. Les expulsions d'officiers isolés dont il est possible de prouver les activités de renseignement perturbent le fonctionnement des résidences. Au cours des prochaines années, la Suisse profitera aussi des mesures prises par d'autres États. Des interdictions d'entrée empêcheront par exemple des officiers expulsés dans d'autres pays d'arriver en Suisse ou dans l'espace Schengen, ou de s'y faire accréditer. En outre, le durcissement des conditions d'obtention de visas Schengen, de même que les restrictions en matière de déplacements aériens et d'échanges économiques, politiques, culturels et militaires, représentent des obstacles plus importants, et donc une charge de travail supplémentaire pour les services de renseignement russes.

MENACE ÉMANANT DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT CHINOIS



Les services de renseignement chinois font eux aussi peser une menace élevée sur la Suisse. Tout comme celles des services russes, leurs activités vont au-delà de l'espionnage. En plus de mettre la main sur des informations d'ordre politique, militaire, scientifique et technologique, les services de renseignement chinois surveillent, contrôlent et influencent les diasporas présentes dans notre pays (répression transnationale). La Chine cherche notamment à empêcher des groupes d'opposition de s'exprimer et de mener des activités. Pour ce faire, ses services de renseignement, tout comme d'autres organes de l'État et du parti communiste, ont recours à des méthodes variées, dont la surveillance et l'intimidation.

La Chine exploite les possibilités qui s'offrent à elle pour faire pression en particulier sur des personnes et des entreprises qui entretiennent des relations économiques ou ont des liens familiaux en Chine, et elle utilise ces dernières à des fins de renseignement. Des entreprises étrangères présentes sur sol chinois s'inquiètent à juste titre de la révision de la loi chinoise sur la sécurité nationale entrée en vigueur en juillet 2023. Ce durcissement s'inscrit dans une tendance plus large qui avait débuté en 2012 avec l'accession de Xi Jinping à la tête du Parti communiste chinois. Chef d'État et secrétaire général du parti, ce dernier s'est beaucoup investi pour renforcer le contrôle exercé sur les citoyens chinois ainsi que sur les entreprises et les organisations en Chine, mais aussi à l'étranger. La nouvelle version de la loi élargit la

marge de manœuvre des autorités, tandis que des activités qui ne posaient pas de problème par le passé, voire étaient légales, peuvent désormais constituer des actes d'espionnage. Le flou dorénavant entretenu autour des notions d'espionnage et de sécurité nationale facilite une application arbitraire du droit et l'instrumentalisation de la loi par les autorités.

Les entreprises chinoises actives à l'international, qu'elles soient privées ou étatiques, servent de levier à la Chine pour exercer son contrôle. Les autorités peuvent ainsi appeler les ressortissants chinois à l'étranger, tout comme les entreprises et les organisations qui continuent d'entretenir des relations avec la Chine, à collaborer avec les forces de sécurité. En contrepartie, ils bénéficient, s'ils acceptent, de certaines prestations et d'avantages ou sont menacés de sanctions s'ils refusent. En réalité, la Chine a la capacité de mobiliser ses organisations et ses citoyens à tout moment pour promouvoir ses intérêts : c'est un aspect dont il doit être tenu compte dans l'évaluation des risques lors de décisions importantes liées à la sécurité d'organisations privées et étatiques suisses. En cas de tensions, il importe en effet de veiller à pouvoir assurer l'autonomie et la marge de manœuvre de la Suisse.

Pour ce qui est de l'espionnage en Suisse, la Chine mise moins que la Russie sur les résidences au sein de représentations diplomatiques. En revanche, les services chinois emploient proportionnellement plus d'officiers de renseignement se faisant passer pour des hommes ou des femmes d'affaires, des touristes et des journalistes. L'acquisition d'informations via la diaspora, au moyen de citoyens fidèles au régime, est par ailleurs plus développée.

Dans le domaine cyber, les services de renseignement chinois disposent de capacités avancées. Celles-ci complètent les autres méthodes permettant d'acquérir des informations non accessibles au public et d'exercer une influence politique, économique, militaire et technologique. Dans ce but, des acteurs étatiques chinois ont mené des cyberopérations contre des organismes gouvernementaux et des autorités en Europe au cours de l'année écoulée. L'ampleur et la rapidité de ces activités sont préoccupantes.

COURT MÉTRAGE SUR L'ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE EN SUISSE

www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Espionnage économique)



Pour les besoins de leurs opérations, les cyberacteurs chinois se servent de réseaux d’anonymisation afin de brouiller les pistes. La taille et le degré de maturité de ces réseaux montrent à quel point la Chine dispose de capacités avancées dans ce domaine. Les opérations chinoises passent par des réseaux composés d’un grand nombre de serveurs loués ou de périphériques réseau piratés appartenant à des entreprises ou à des particuliers. Certaines parties de ces réseaux se trouvent en Suisse, ce qui signifie que l’infrastructure informatique y est détournée pour des cyberopérations chinoises.



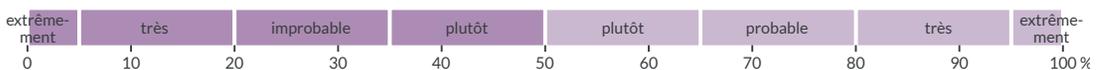
La Chine s’emploie à développer son potentiel en matière politique, militaire, économique, scientifique et de renseignement. Cette montée en puissance concerne la Suisse à différents égards. Les services de renseignement chinois profitent par exemple eux aussi des échanges dans le domaine de la recherche et de l’octroi facilité de visas grâce auxquels leurs officiers peuvent se déplacer plus facilement. Il est extrêmement probable que les armements modernes que la Suisse déploie ou dont elle va faire l’acquisition prochainement, et qui sont notamment aussi utilisés par des États membres de l’OTAN, soient également dans leur viseur. De surcroît, les entreprises et institutions de recherche sises en Suisse qui sont leaders dans leur branche et leur secteur continuent de présenter un intérêt considérable pour la Chine. La dépendance vis-à-vis des technologies de l’information chinoises est un point particulièrement critique. À ce propos, il convient toujours de se demander si des périphériques réseau présentent des vulnérabilités ou des portes dérobées dont

les services de renseignement chinois pourraient se servir à des fins d’espionnage ou de sabotage en cas de fortes tensions, voire de conflit.

La Chine est en train de devenir un leader technologique dans des domaines comme l’intelligence artificielle, le Big Data et l’informatique quantique. Elle contribue aux progrès technologiques, établit des standards techniques et développe son pouvoir de marché. De plus, les entreprises chinoises rachètent un nombre croissant de sociétés de premier plan spécialisées dans le développement de logiciels. La Chine continuera par conséquent de renforcer ses capacités dans le domaine cyber, sachant que certains cyberacteurs chinois disposent d’ores et déjà d’une solide expertise en matière de développement et de mise en œuvre rapide de logiciels malveillants.

Attribuer la responsabilité de cyberopérations à des acteurs chinois restera compliqué en raison de l’utilisation de réseaux d’anonymisation. Des tensions accrues en lien avec Taïwan pourraient permettre de déterminer si la Chine utilisera également ses cybercapacités pour des opérations de sabotage. Bien que le nombre d’actes de cybersabotage chinois dont on a connaissance soit très faible en comparaison de ceux de la Russie, les acteurs chinois ont prouvé à plusieurs reprises leur capacité à analyser et à infiltrer des systèmes en profondeur.

Échelle de probabilité



👁️ Que voit le SRC?
 🔮 Que prévoit le SRC?



MENACE PESANT SUR LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES

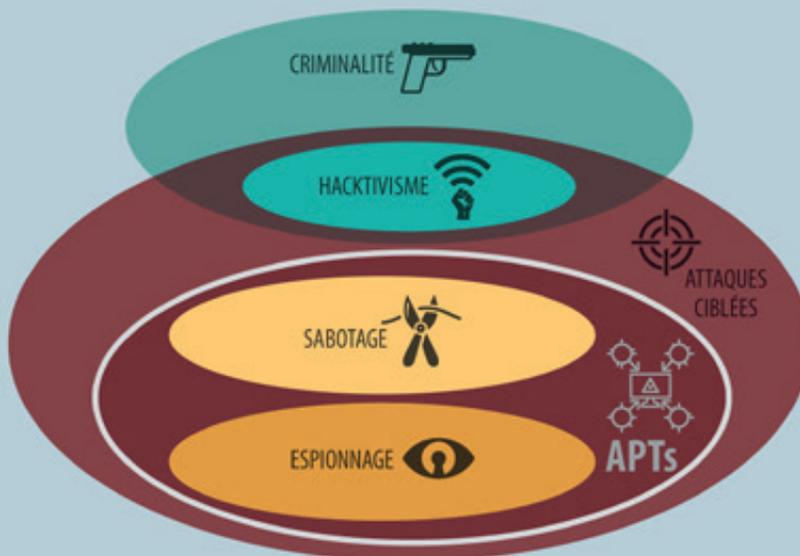


LA MENACE EN GÉNÉRAL

La menace dans le domaine des infrastructures critiques est stable. Deux facteurs – la guerre de la Russie contre l’Ukraine et l’intensité croissante des attaques par rançongiciel – marquent toujours le domaine de la cybersécurité. Ces deux facteurs demeurent déterminants en matière de menace contre les infrastructures critiques. À l’heure actuelle, on ne dispose d’aucun indice concret selon lequel des acteurs étatiques viseraient la Suisse en planifiant des actes de sabotage directs contre des infrastructures critiques ou leurs exploitants. Les attaques de ce type deviendraient très vite davantage probables en cas de conflit direct avec un autre État. Il est toutefois possible que des attaques visant des infrastructures critiques à l’étranger provoquent des dommages collatéraux en Suisse. La menace la plus concrète émane de cyberacteurs criminels, lesquels agissent souvent par pur opportunisme et sont motivés par l’appât du gain.

Si la plupart des cyberattaques constatées sont motivées financièrement, d’autres raisons peuvent également en être à l’origine : l’extrémisme violent, le terrorisme, les activités de renseignement ou la politique de puissance par exemple. Les auteurs de ces actes poursuivent ainsi des objectifs d’une autre nature, qui peuvent même déboucher sur des opérations de sabotage. La menace pesant sur les infrastructures critiques n’est en outre pas uniquement due à des attaques numériques. Ainsi, des acteurs ont tenté à plusieurs reprises d’entraver le déroulement des Jeux olympiques en France en sabotant des infrastructures et en menant des actions très médiatisées. Des attaques physiques visant des infrastructures critiques à l’étranger peuvent également avoir des conséquences pour la Suisse.

Cybermenaces



RANÇONGIELS ET COMPLEXITÉ CROISSANTE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT



La numérisation des processus administratifs et des processus de production accroît aussi bien les interdépendances que la dépendance vis-à-vis des prestataires informatiques. La chaîne d'approvisionnement et de prestations se complexifie. Dès lors, les attaques par rançongiciel peuvent causer davantage de dommages aux entreprises et aux infrastructures critiques.

Des attaques de ce type contre des prestataires informatiques comme Xplain ou Concevis, qui travaillaient également pour le compte d'autorités de sécurité suisses, illustrent le problème que posent de telles dépendances : motivés par l'appât du gain, les groupes à l'origine de ces attaques avaient choisi leurs cibles de manière opportuniste, sans tenir compte des éventuelles conséquences d'une défaillance des infrastructures critiques ou de la publication de données sensibles et importantes pour la sécurité.

Plus les dépendances augmentent, plus les infrastructures ou processus critiques peuvent être affectés, même lorsque l'attaque ne les vise pas directement. En 2023, des groupes de cybercriminels ont ainsi exploité les failles de sécurité de certaines applications populaires pour rançonner en très peu de temps la multitude d'entreprises qui les utilisaient.



La numérisation des processus se poursuit et l'utilisation de solutions logicielles, de prestations et d'infrastructures informatiques tierces continuera d'augmenter. Cette tendance augmentera encore la complexité, tandis que les interdépendances et dépendances se multiplieront. À moins qu'elles ne renforcent en permanence leurs mesures de protection, des entreprises et des organisations actives dans les secteurs les plus divers seront

exposées à un risque accru d'être victimes d'une cyberattaque criminelle motivée par l'appât du gain.

Parallèlement, les acteurs criminels continueront de consolider leurs réseaux et de développer leurs compétences. Ces derniers mois, des structures très professionnelles se sont ainsi formées dans les milieux des rançongiciels. Cela renforce encore la mise en place d'un modèle où ce type de logiciel est considéré comme un service (Ransomware-as-a-Service) : dans le cadre de « programmes d'affiliation », divers groupes proposent leurs rançongiciels et leurs techniques d'attaque, de même que les infrastructures de paiement et de publication nécessaires au chantage, à des tiers qui sélectionnent alors leurs propres cibles selon une approche opportuniste. Face à la poursuite pénale, ces structures conserveront une forte résilience, comme le montrent plusieurs actions coordonnées des autorités de poursuite pénale qui visaient à confisquer ou à mettre hors service les infrastructures de divers groupes criminels. Ces derniers ont parfois eu besoin de moins d'une journée pour les remplacer par de nouvelles infrastructures.

Le risque d'être indirectement touchées par une attaque reste donc élevé pour les infrastructures critiques en Suisse. Cela pourrait se traduire essentiellement par des interruptions partielles de certains processus opérationnels dépendant de tiers ou par la publication de données et d'informations sensibles volées chez un fournisseur ou un prestataire.

ACTIONS HACKTIVISTES

 Dans le contexte de la guerre contre l'Ukraine et du conflit au Proche-Orient, des groupes sympathisant avec l'une ou l'autre des parties belligérantes continueront de lancer des attaques en ciblant avant tout la disponibilité des systèmes. En 2024, plusieurs sites Internet d'entreprises et d'autorités suisses ont ainsi été attaqués pendant la conférence sur la paix en Ukraine organisée au Bürgenstock. Un groupe de hacktivistes se déclarant pro-russes avait lancé plusieurs vagues d'attaques par déni de service distribué (DDoS).

De telles actions n'entraînent que peu ou pas de dommages, et ont surtout pour but de faire parler de leurs auteurs. Dans de rares cas, toutefois, elles provoquent des dommages collatéraux.

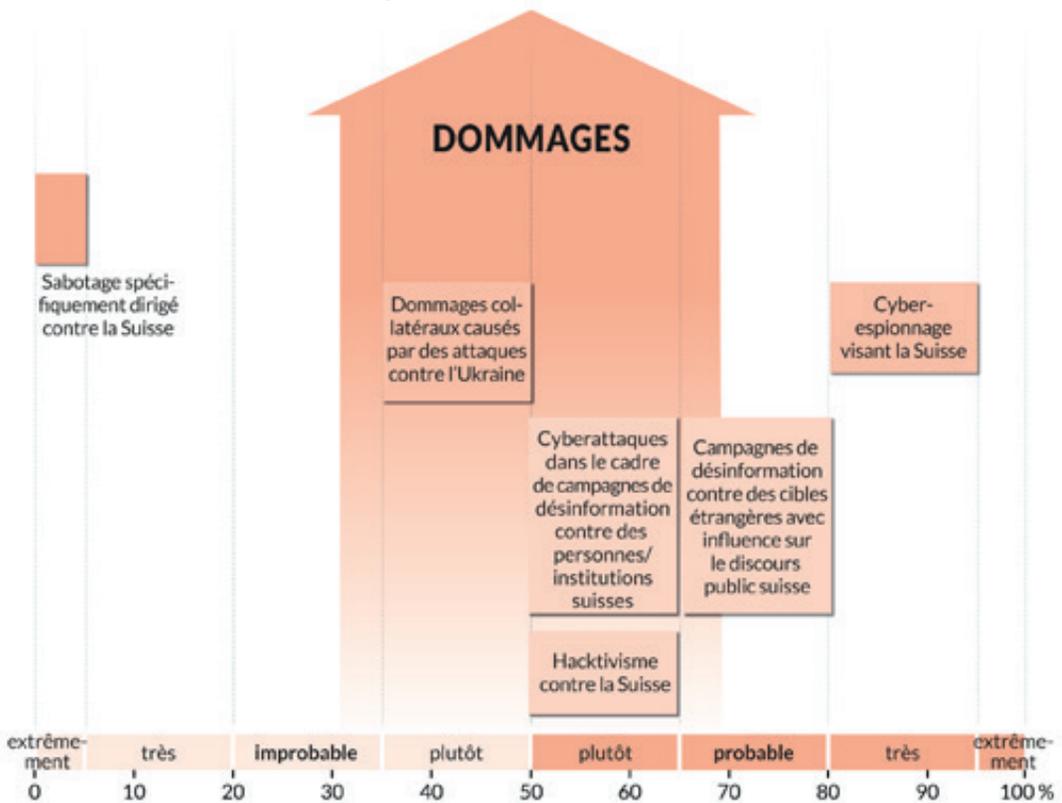
 Les hacktivistes resteront actifs tant que la guerre contre l'Ukraine et celle qui oppose Israël au Hamas se poursuivront. Même si la plupart des attaques lancées par ces groupes visent surtout à attirer l'attention et qu'elles ne provoquent guère de dégâts, les interdépendances et dépendances croissantes peuvent entraîner des dommages collatéraux à court terme. Ces groupes continueront de choisir leurs cibles en fonction des développements politiques. Si la Suisse s'expose politiquement par rapport aux conflits précités, des cibles suisses pourraient être attaquées par des hacktivistes.

Certains groupes font peser une menace directe ou indirecte sur les infrastructures critiques. Ils se concentrent plutôt sur le sabotage d'infrastructures et de composants informatiques que sur des attaques à résonnance médiatique, comme celles qui perturbent la disponibilité de sites Internet. Le groupe Av3ngers, proche de

l'Iran, en est un exemple publiquement connu. Il avait exploité une faille qui se trouvait dans des boîtiers de commande pour s'attaquer à des systèmes de contrôle industriels dans le monde entier. Fabriqués par une entreprise israélienne, ces boîtiers de commande étaient notamment utilisés dans des centrales hydrauliques, des usines et des brasseries, mais le groupe les a considérés comme une cible légitime, indépendamment du site où ils avaient été installés.

Les auteurs de telles attaques ne disposent pas forcément de connaissances très poussées. Les anciens systèmes de contrôle industriels n'ayant généralement pas été conçus pour être pilotés via Internet, leur niveau de sécurité tend par exemple à être faible. Si ces systèmes jouent un rôle clé dans la gestion de processus de fabrication, les dégâts en cas d'attaque peuvent s'avérer importants. Au cas où les conflits actuels devaient continuer à être accompagnés par des campagnes de hacktivismes, le risque augmenterait de voir les infrastructures critiques en Suisse devenir victimes d'une telle attaque.

Conséquences possibles de la guerre en Ukraine pour la Suisse dans le domaine cyber

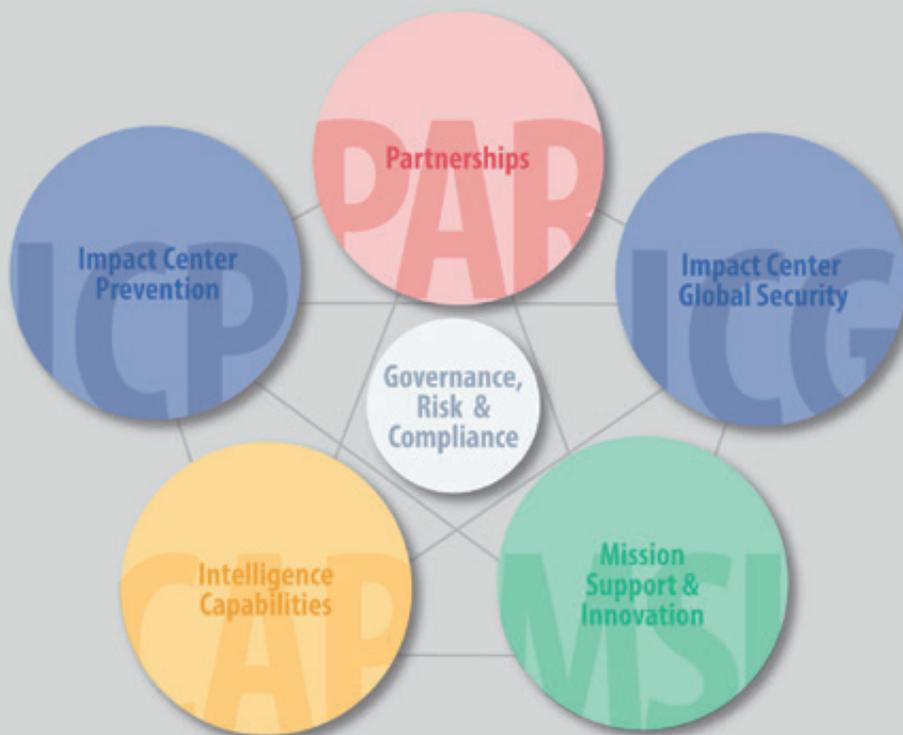




CHIFFRES ET ÉLÉMENTS CLÉS 2023



Organigramme SRC



APPRÉCIATIONS DE LA SITUATION

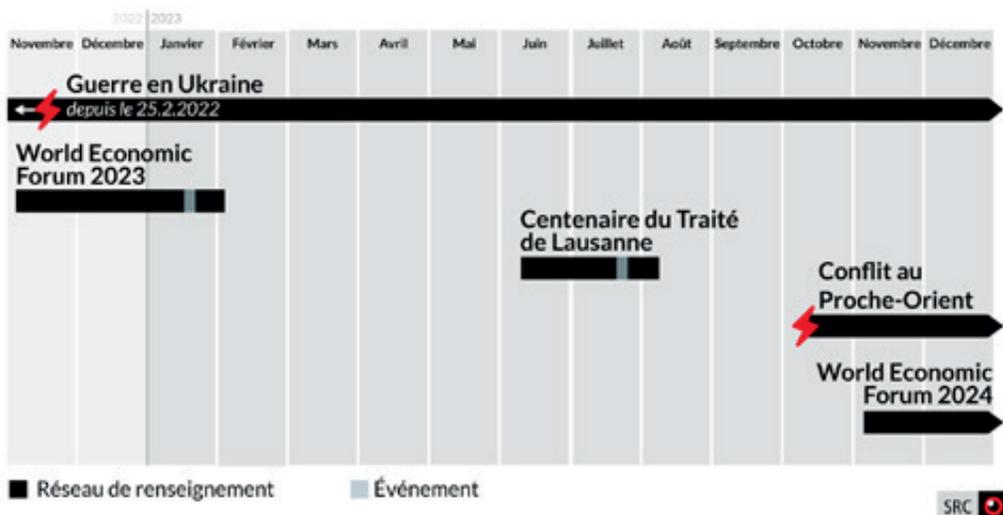
La Suisse a besoin du SRC, car ...

...le SRC identifie les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse et en rend compte.

Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis, des informations et des connaissances, sous forme orale ou écrite, concernant tous les domaines couverts par la loi fédérale sur le renseignement (LRens) et en application de la mission de base classifiée du SRC.

Réseau de renseignement

En 2023, le SRC a apporté son soutien aux cantons au moyen de cinq réseaux de renseignement dirigés par son Centre fédéral de situation.



RAPPORTS OFFICIELS

**La Suisse a besoin du SRC, car ...
... le SRC remet aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales et administratives.**

En 2023, il a ainsi remis 22 rapports officiels au Ministère public de la Confédération et 25 rapports officiels à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie (sans les compléments aux rapports officiels déjà existants).

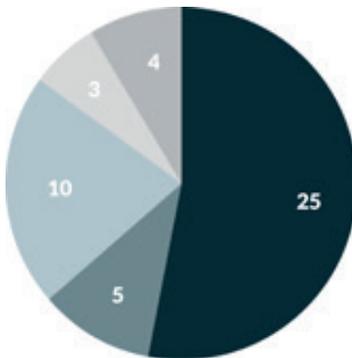
COOPÉRATION INTERNATIONALE

**La Suisse a besoin du SRC, car ...
... le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la LRens. À cet effet, le SRC représente entre autres la Suisse dans des organismes internationaux.**

Le SRC échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et services de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité.

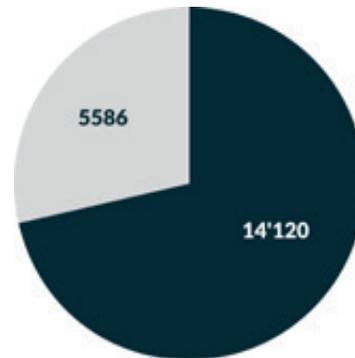
Rapports officiels remis aux autorités fédérales selon les domaines

Total 47



- Terrorisme
- Extrémisme violent
- Espionnage
- Prolifération
- Non consacrés exclusivement à l'un de ces thèmes

Échange d'informations avec les services partenaires



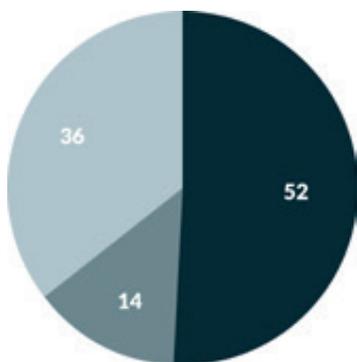
- Communications en lien avec les tâches du SRC reçues de la part des services partenaires étrangers
- Communications en lien avec les tâches du SRC transmises aux services partenaires étrangers

PROGRAMME DE SENSIBILISATION

La Suisse a besoin du SRC, car ...
... le SRC mène, en collaboration avec les cantons, des programmes destinés à la sensibilisation aux activités illégales en matière d'espionnage et de prolifération.

Dans le cadre du programme de sensibilisation Prophylax, le SRC prend contact avec des entreprises et des autorités fédérales. Il mène un travail similaire dans des hautes écoles et des instituts de recherche dans le cadre du module de sensibilisation Technopol.

Entretiens et sensibilisations Total 102



- Entretiens et sensibilisations avec des entreprises et des associations économiques
- Sensibilisations dans les hautes écoles, etc.
- Entretiens et sensibilisations avec des autorités fédérales

Cinq défis pour les services de renseignement

Capacités d'adaptation et d'apprentissage



Environnement international complexe



Avancées technologiques exponentielles



Évolution du cadre législatif



Transformation des métiers
traditionnels du renseignement



Méthodes agiles de gestion de l'organisation

MESURES DE RECHERCHE SOUMISES À AUTORISATION

La Suisse a besoin du SRC, car ...

... le SRC peut, en cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques visant des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants au sens de l'article 3 LRens, ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont régies par les articles 26 ss LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par la cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports après consultation du chef du Département fédéral des affaires étrangères et du chef du Département fédéral de justice et police.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont autorisées pour une durée maximale de trois mois. À échéance de ce délai, le SRC peut faire une demande motivée de prolongation pour trois mois supplémentaires au maximum. Les mesures sont soumises au strict contrôle de l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement et de la Délégation des Commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées

Tâches (art. 6 LRens)	Opérations	Mesures
Terrorisme	0	0
Espionnage	1	71
Prolifération NBC	0	0
Attaques visant des infrastructures critiques	1	8
Total	2	79

Personnes concernées par ces mesures

Catégorie	Nombre
Personnes ciblées	6
Tiers (art. 28 LRens)	1
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	5
Total	12

Méthode de comptage

- Chaque prolongation autorisée et avalisée d'une mesure (possible plusieurs fois pour chaque fois trois mois au maximum) est comptée comme une nouvelle mesure, car toute prolongation doit être à nouveau demandée et motivée dans le cadre de la procédure ordinaire.
- Les opérations ainsi que les personnes concernées ne sont par contre comptées qu'une fois par année, cela également dans le cas où des mesures sont prolongées.

EXPLORATION DU RÉSEAU CÂBLÉ

La LRens prévoit également que le SRC est habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens).

Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse.

L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'exploitants des réseaux filaires et d'opérateurs de télécommunications suisses qui ont l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Service action cyber- et électromagnétique de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation selon une procédure d'aval analogue à celle prévue pour les mesures soumises à autorisation pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur.

À fin 2023, 3 mandats d'exploration du réseau câblé étaient en traitement.

EXPLORATION RADIO

L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger. Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes.

À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle n'implique pas d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications.

À fin 2023, 27 mandats d'exploration radio étaient en traitement.

EXAMENS EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DES ÉTRANGERS ET DEMANDES D'INTERDICTION D'ENTRÉE EN SUISSE

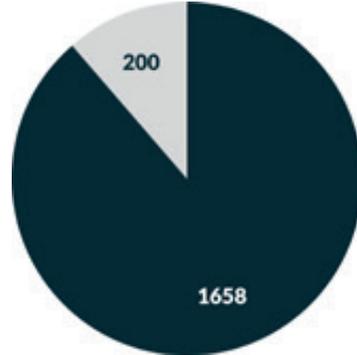
La Suisse a besoin du SRC, car ...

...le SRC examine les dossiers et demandes déposés depuis l'étranger sous l'angle d'une éventuelle mise en danger de la sécurité intérieure du pays.

Si le SRC estime que la personne concernée représente un risque potentiel, il peut recommander le rejet de la demande ou faire valoir des réserves auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire, selon les demandes, le Département fédéral des affaires étrangères, le Secrétariat d'État aux migrations ou l'Office fédéral de la police.

	Nombre de demandes examinées	Recommandation de rejet
Demandes d'accréditation pour diplomates et fonctionnaires internationaux		13
Demandes de visa resp. refus d'entrée	6186	4
Autorisations de séjour ou de travail soumises au droit des étrangers		6
Dossiers de requérants d'asile (statut de protection S)	610 81	0 (1 refus / 1 retrait)
Demandes de naturalisation	41 546	8
Fichiers examinés dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision	1 455 559	2
Examens des données API (Advance Passenger Information) <small>Les données API qui ne fournissent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données dont dispose le SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures.</small>	2 855 665 personnes sur 16 721 vols	

CONTRÔLES DE SÉCURITÉ RELATIFS AUX PERSONNES



■ Recherches d'informations à l'étranger

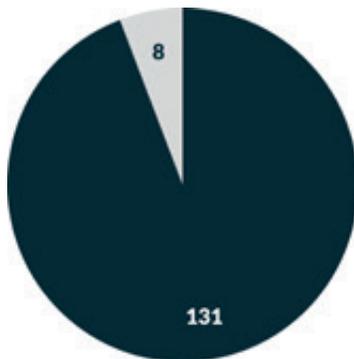
■ Examens approfondis

relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC

Les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (CSP) constituent une mesure préventive destinée à préserver la sécurité de la Suisse et à protéger sa population. Les CSP concernent des personnes exerçant des fonctions sensibles, nécessitant l'accès à des informations, du matériel ou des installations classifiés.

Pour le compte de la Chancellerie fédérale et du Service spécialisé chargé des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du DDPS, le SRC mène de recherches d'information à l'étranger ainsi que des examens approfondis relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Demands d'interdiction d'entrée



■ Demandes approuvées

■ Demandes encore en traitement à fin 2023

Sur les 139 interdictions d'entrée en Suisse que le SRC a demandé à l'Office fédéral de la police de prononcer pour préserver la sécurité de la Suisse, 131 l'ont été. Huit demandes étaient encore en traitement à fin 2023. Aucune demande n'a été retournée au SRC.

TRANSPARENCE

En 2023, 184 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'article 63 de la loi fédérale sur le renseignement et de l'article 8 de la loi fédérale sur la protection des données (LPD). A cela s'ajoute une demande en lien avec une requête déposée précédemment. Au total, 148 personnes requérantes qui avaient déposé une demande ont obtenu des renseignements complets portant sur le traitement ou non de données les concernant jusqu'au moment du dépôt de leur demande et, le cas échéant, sur ces données en question.

Dans 19 cas, la réponse a été différée ou refusée pour intérêt exigeant le maintien du secret ou intérêt prépondérant de tiers (art. 63 al. 2 LRens et art. 9 al. 2 LPD).

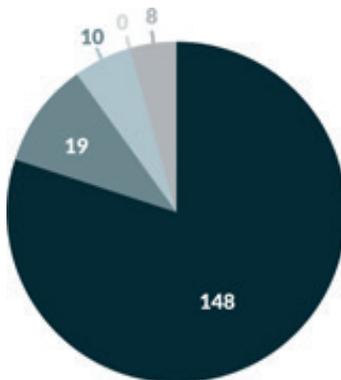
Dans 10 cas, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme par exemple la remise d'une preuve d'identité) n'ont pas été remplies, et cela malgré un rappel après trois mois pour obtenir les compléments nécessaires : ces demandes ont été classées sans suite. De sorte qu'à la fin 2023, 8 demandes de renseignements étaient encore en traitement.

En 2023, le SRC a reçu 31 demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (LTrans).

Demandes de renseignements

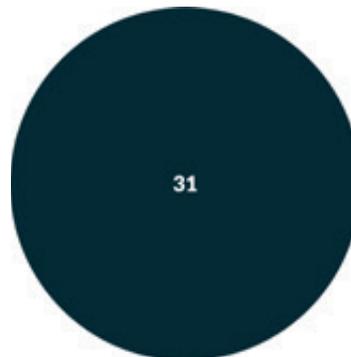
Total 185

(dont une en lien avec une requête déposée précédemment)



- Réponses transmises
- Réponses refusées, restreintes ou différées
- Demandes classées sans suite (délai échu)
- Demandes pouvant encore être complétées dans le respect du délai de trois mois (délai ouvert)
- Demandes encore en traitement à fin 2023

Demandes d'accès



PERSONNEL ET FINANCES

Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il a été en 2016 l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille.

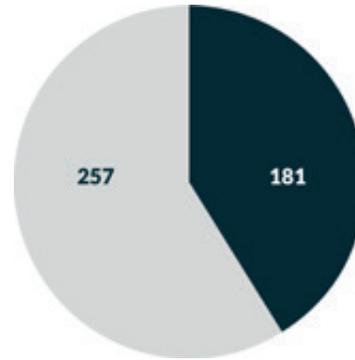
Les valeurs fondamentales du SRC sont la confiance, la cohésion et le professionnalisme.

L'efficacité du service repose sur la qualification de ses collaborateurs au bénéfice de formations les plus diverses. La plupart d'entre eux effectuent régulièrement des voyages de service dans le monde entier.

Le SRC parle toutes les langues nationales et ses collaborateurs sont capables de comprendre ou de s'exprimer dans une multitude de langues. Il encourage une diversité maximale, notamment pour optimiser la performance du service.

Nombre de collaborateurs

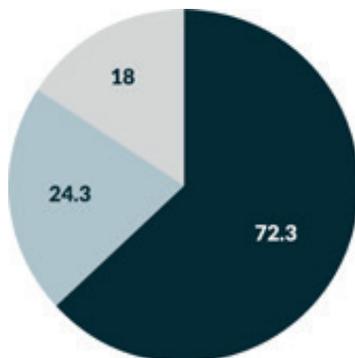
Total 438
(à fin 2023)



- Collaboratrices
- Collaborateurs

Finances

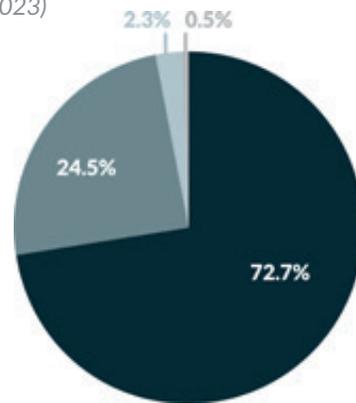
En millions de francs



- Charges de personnel
- Charges de biens et services et charges d'exploitation
- Indemnisation des cantons pour leurs services de renseignement

Répartition linguistique

(à fin 2023)



- Allemand
- Français
- Italien
- Romanche

TABLE DES ILLUSTRATIONS

- Page de couverture: Après l'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas contre Israël, désert du Néguev, 13 octobre 2023
© Keystone / AFP / Jack Guez
- 1 Bürgenstock, Nidwald, 16 juin 2024
© Keystone / Michael Buholzer
- 2 Frappes israéliennes contre le port d'Hodeida, Yémen, 20 juillet 2024
© Keystone / AP / STR
- 3 Exercice naval conjoint entre la Russie et la Chine, mer du Japon, 15 septembre 2024
© Keystone / Sputnik / Vitaly Ankov
- 4 Débat télévisé entre Donald Trump et Kamala Harris, Philadelphie, 10 septembre 2024
© Keystone / AP / Alex Brandon
- 5 Aide internationale en faveur de l'Ukraine 2022
Source: Kiel Institute, Ukraine Support Tracker
- 6 Mesures de sécurité près d'une synagogue à Wiedikon, après qu'un juif orthodoxe a été poignardé par un adolescent, canton de Zurich, 4 mars 2024.
© Keystone / Ennio Leanza
- 7 Berne, 31 août 2018
© Keystone / Westend61 / Jess Derboven
- 8 Débris d'un missile russe dans un champ dans la région de Zaporijjia, 12 avril 2024
© Keystone / EPA / Kateryna Klochko
- 9 Photo prétexte.
iStockphoto
- 10 Les infrastructures critiques peuvent devenir des cibles, Zoug, 4 juillet 2017
© Keystone / Gaetan Bally

Rédaction

Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Septembre / octobre 2024

Contact

Service de renseignement de la Confédération SRC

Papiermühlestrasse 20

CH-3003 Berne

E-mail : info@ndb.admin.ch

www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,

CH-3003 Berne

www.publicationsfederales.admin.ch

n° d'art. 503.001.24f

ISSN 1664-4698

Copyright

Service de renseignement de la Confédération SRC, 2024

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Bern

www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch

